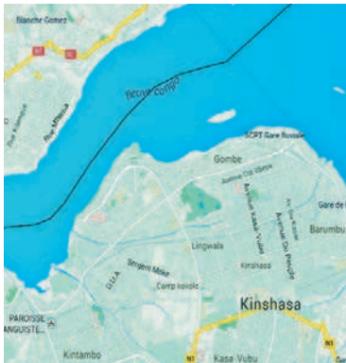


RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3502 - VENDREDI 31 MAI 2019

OBSÈQUES D'ETIENNE TSHISEKEDI

La RDC célèbre une icône de la démocratie



Etienne Tshisekedi pendant la campagne de la présidentielle de 2011

Nonobstant le retard pris par le rapatriement hier de la dépouille de l'opposant historique, de Bruxelles vers Kinshasa, pour des raisons logistiques, la ferveur populaire n'a pas faibli. Aujourd'hui et demain, au stade des Martyrs de la Pentecôte, Etienne Tshisekedi (décédé à Bruxelles le 1er février 2017) aura droit aux hommages exceptionnels qu'une nation reconnaissante sait rendre à ses plus dignes fils. Le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, sera à son deuxième grand événement public majeur après son investiture en janvier dernier.

Six chefs d'Etat ont confirmé leur participation. Denis Sassou N'Guesso du Congo-Brazzaville, l'Angolais Joao Lourenco, le Zambien Edgar Lungu, le Togolais Faure Gnassingbe, le Guinéen Alpha Condé et le Rwandais Paul Kagame.

Page 2



Pr André Mbata

TÉMOIGNAGE

Pr André Mbata : « Etienne Tshisekedi aura été un martyr de la démocratie et de l'Etat de droit »

D'après ce scientifique congolais, le « lider maximo » restera l'un de plus grands chantres et combattants de l'Etat de droit et de la démocratie dans l'histoire de la RDC et du continent. Il évoque, dans un récit diffusé sur la toile, sa rencontre avec cette icône de l'opposition congolaise un certain 28 juillet 2011 à Sunnyside Park Hotel de Johannesburg, où il était logé à son arri-

vée en Afrique du Sud, quatre jours auparavant. Immortel à l'instar de Patrice Emery Lumumba et de Laurent-Désiré Kabila, le vieil opposant est devenu, à en croire le professeur, « un puissant esprit qui continuera de veiller sur son peuple et le reste de l'humanité qu'il ne manquera pas de soutenir dans le combat pour la démocratie, l'Etat de droit et la justice ». Page 3

FORMATION DU GOUVERNEMENT

Plus que deux semaines avant la clôture de la session ordinaire parlementaire

Le calendrier serré contraint le nouveau Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, d'accélérer la présentation de son programme et des membres du prochain exécutif national devant la représentation nationale. Il devrait arriver à expédier ce grand dossier et tant d'autres avant la clôture de la session ordinaire parlementaire censée intervenir le 15

juin.

Le nouveau Premier ministre est attendu sur les questions de la définition de la taille de son équipe et la validation des candidats selon les quotas adoptés par la coalition Front commun pour le Congo-Cap pour le changement. Entre-temps, les consultations se poursuivent, sans espoir d'en finir au plus vite.

PAIX ET ÉDUCATION

Une conférence tenue au siège de l'Unesco à Paris

L'activité a été organisée récemment par le Conseil universel pour la paix des nations et des continents (Culpac), une structure internationale basée en République démocratique du Congo que dirige Daniel Santu Biku, qui avait à ses côtés, le conseiller diplomatique de ce conseil, Patrice Salaga. « Le temps musical humanitaire pour la paix et l'éducation » a été le thème central de la rencontre.

Celle-ci a permis aux personnalités vouées à l'éducation de l'enfance et de la jeunesse, surtout des filles, de sensibiliser à l'important programme d'éducation et de paix par la musique, ainsi qu'au projet d'installation de l'eau potable en milieu rural en Afrique.

Page 5

ÉDITORIAL

Mobilisation

Page 2

ÉDITORIAL

Mobilisation

Alors que les gouvernements s'en tiennent aux discours et ne font pratiquement rien pour lutter contre le réchauffement climatique qui menace pourtant de façon très directe la survie de notre espèce, la mobilisation des nouvelles générations pour la protection de la nature s'amplifie de jour en jour. Très visible en Europe à l'occasion des élections européennes, elle gagne en réalité tous les continents l'un après l'autre et provoquera vraisemblablement, dans les mois et les années à venir, un choc politique global dont pourrait bien sortir le meilleur : le meilleur, c'est-à-dire l'engagement réel des Etats et des gouvernements dans cette bataille qui s'annonce décisive pour chacun.

Dans un tel contexte, il est évident que les pays comme le nôtre qui n'ont pas attendu cette prise de conscience générale pour agir dans le bon sens ont entre les mains une carte à jouer qui s'avère exceptionnelle. Placées au cœur d'une région du monde dont les forêts, les tourbières, les lacs et les rivières contribuent pour une large, très large part à la protection de l'air dont dépend la survie humaine, les nations de l'immense et très fertile Bassin du Congo sont de loin les mieux indiquées pour faire entendre enfin la voie de la raison. Mais encore faut-il qu'elles prennent la juste mesure des atouts qu'elles détiennent face aux grandes puissances industrielles de l'hémisphère nord qui, elles, s'avèrent incapables de prendre les bonnes décisions.

D'où la question suivante sur laquelle, nous semble-t-il, l'Afrique centrale tout entière devrait maintenant réfléchir : n'est-il pas temps de se réunir à nouveau, comme ce fut le cas à Oyo il y a deux ans, pour faire du Fonds bleu pour le Bassin du Congo l'outil principal du projet universel que constitue désormais la protection de la nature ? Expliquée, précisée, détaillée de façon simple mais claire aux jeunes du monde entier qui ont aujourd'hui conscience du fait que leur existence dépend de leur propre engagement partout où ils vivent, cette institution prendrait à coup sûr une dimension planétaire dont l'influence s'avèrerait décisive pour la protection de l'environnement.

Si l'Afrique centrale décide d'agir ensemble sur ce terrain éminemment stratégique, elle sera non seulement écoutée mais entendue par ceux-là même qui pour l'instant bavardent sans agir.

Le Courrier de Kinshasa

OBSÈQUES D'ETIENNE TSHISEKEDI

La RDC célèbre une icône de la démocratie

Nonobstant le retard pris hier pour le rapatriement de la dépouille de l'opposant historique, de Bruxelles vers Kinshasa, pour des raisons logistiques, la ferveur populaire n'a pas faibli.

« On ne pleure pas un héros, on le célèbre », entend-on dire comme pour justifier la connotation festive que prennent de plus en plus les obsèques (aujourd'hui et demain) d'Etienne Tshisekedi wa Mulumba, décédé à Bruxelles le 1er février 2017 à l'âge de 84 ans. Depuis l'arrivée hier dans la soirée de la dépouille, en provenance de Bruxelles, l'effervescence n'arrête pas de gagner du terrain. Panneaux géants à l'effigie du « Sphinx » de Limete, spots publicitaires balancés à tout vent dans les médias, impression des pagnes estampillés « Père de la démocratie », assainissement du site devant abriter les obsèques, appels à la mobilisation tous azimuts, etc., tout y est pour donner un éclat particulier à l'événement. Des artistes-musiciens tels que Werrason, JB Mpiana, Félix Wazekwa et tant d'autres ont été mis à contribution pour susciter un véritable engouement dans ce que les détracteurs de Félix Tshisekedi considèrent comme une quête d'adhésion populaire sous couvert des funérailles qu'ils jugent du reste inopportunes et inutilement dispendieuses.

Visiblement, la liesse tend à prendre le dessus sur la douleur au regard de la ferveur populaire déjà perceptible à Kinshasa. La présence annoncée de plusieurs personnalités nationales et étran-



Etienne Tshisekedi

gères à ces funérailles ajoute une pression supplémentaire sur les organisateurs obligés de se surpasser. Car, Félix Tshisekedi sera à son deuxième grand événement public majeur après son investiture en janvier. Six chefs d'Etat ont, en effet, confirmé leur participation. Denis Sassou N'Guesso du Congo-Brazzaville (il serait accompagné de son épouse), l'Angolais Joao Lourenco et son ministre de l'Intérieur, le Zambien Edgar Lungu, le Togolais Faure Gnassingbe, le Guinéen Alpha Condé et le Rwandais Paul Kagame. Un baptême de feu pour le nouveau protocole d'Etat !

C'est non sans raison que la journée d'hier a été déclarée chômée et payée, pour donner plus de relief à l'hommage populaire que les Congolais

attendent réserver à celui qui a ouvert les vannes de la démocratie dont ils palpent aujourd'hui les effets salvateurs. Deux ans après, et à la faveur de l'alternance intervenue au sommet de l'Etat avec l'avènement du fils Tshisekedi à la tête du pays, la voie est balisée pour que la mémoire de l'illustre disparu soit dignement honorée.

L'un des temps forts des funérailles reste sans doute l'élévation du défunt au statut de héros national, une manière pour la nation tout entière de reconnaître les mérites de cette icône de la démocratie dont le corps reposera pour l'éternité dans la périphérie est de Kinshasa (commune de la N'Sele) dans un mausolée érigé dans la concession familiale.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TÉMOIGNAGE

Pr Mbata: « Etienne Tshisekedi aura été un martyr de la démocratie et de l'Etat de droit ».

D'après le scientifique congolais, le « lider maximo » restera l'un des plus grands chantres et combattants de l'Etat de droit dans l'histoire de la République démocratique du Congo (RDC) et du continent.

Témoignage vivant et chargé de significations que celui que le Pr André Mbata a fait d'Etienne Tshisekedi, relayé par plusieurs médias en ligne en raison de sa pertinence. Ce brillant scientifique congolais lève, dans son récit, un pan de la personnalité de l'illustre disparu méconnu du grand public. Il évoque sa rencontre avec cette icône de l'opposition congolaise, un certain 28 juillet 2011, à Sunnyside Park Hotel de Johannesburg, où il était logé à son arrivée en Afrique du Sud, le 24 juillet. C'était à la veille d'un voyage qu'il devait effectuer à Lubumbashi dans le cadre de la campagne électorale de la présidentielle de 2011.

Au-delà de l'échange qu'ont eu les deux hommes, essentiellement articulé autour de la problématique de l'Etat de droit, ce fut un moment d'intense émotion pour l'enseignant qui le décrit en ces termes : « Pour la première fois de ma vie, je me trouvais devant un homme qui avait donné des migraines et des cauchemars à presque tous les présidents que la RDC avait connus jusque-là, de Joseph-Désiré Mobutu à Joseph Kabila en passant par Laurent-Désiré Kabila ».

Une communion avec le peuple

Du « lider maximo », André Mbata a eu des mots expressifs pour décrire l'homme pour qui



Le Pr André Mbata

il reste admiratif au regard de son combat politique. « Etienne Tshisekedi était pour les Congolais ce que Nelson Mandela fut pour les Sud-Africains. Il nous avait appris à vaincre la peur de la mort et la mort elle-même pour défendre les intérêts du peuple. Etienne Tshisekedi incarnait les valeurs qui sont les nôtres et pour lesquelles des personnes comme Nelson Mandela étaient préparées à mourir s'il le fallait. Il représentait la résistance d'une nation menacée d' inanition et en péril », a-t-il dit, ajoutant qu'il abhorrait la dictature qu'il considérait

comme devant être « déboulonnée » à tout prix, mais dans la non-violence.

Tout en reconnaissant qu'il avait, de son vivant, commis des erreurs comme tout être humain faillible, André Mbata salue néanmoins la capacité qu'avait le vieil opposant à toujours se relever à chaque fois qu'il tombait dans l'abîme de ses propres déviations. « Il pouvait bien commettre des erreurs - il en avait commis plusieurs -, mais le peuple était toujours prêt à lui accorder son pardon ou à le comprendre tandis que lui-même se relevait », a-t-il fait savoir. Le professeur trouve, en outre, am-

plement justifié le statut de héros national que la nation s'apprête à gratifier Etienne Tshisekedi. Un statut qui, selon lui, ne saurait se discuter à cause du combat qu'il a mené pour la démocratie et l'Etat de droit dans le pays. Il s'en explique : « Il était déjà reconnu tel de son vivant. Sa reconnaissance comme héros aura donc précédé toute proclamation officielle. Elle est d'autant plus indiscutable qu'elle émane du peuple souverain qui va le confirmer à travers les hommages qui lui seront rendus tout au long de la semaine ».

Et de poursuivre : « Il est l'homme politique congolais qui aura exercé l'influence la plus décisive sur ses contemporains au cours du premier cinquantenaire de l'indépendance du pays et dont le combat inspirera plusieurs générations à venir. Il est l'une de plus grandes figures du XXe et du début du XXIe siècle au Congo. Il reste une icône, un héros, une légende et son nom sera à jamais associé à la lutte contre la dictature dans notre pays. Il aura battu tous les records en termes d'interpellations, d'arrestations, de relégations et de procès. Personne n'a fait plus que lui dans notre génération pour faire avancer les valeurs de l'Etat de droit et de la démocratie ».

La morale politique

Que retenir finalement

d'Etienne Tshisekedi, le premier docteur en droit et premier constitutionnaliste de son pays, en matière de valeurs léguées à la postérité ? A ce sujet, le Pr André Mbata ne manque pas à dire. Pour lui, Etienne Tshisekedi restera un modèle de courage et d'intégrité pour tous ceux qui luttent pour la démocratie en Afrique et dans le reste du monde. Il met l'accent sur la sobriété ayant caractérisé sa vie, une façon de faire comprendre à la nouvelle génération qu'on n'entre pas en politique pour se faire de l'argent sur le dos de son peuple, mais plutôt pour le servir. Son slogan « Le peuple d'abord » constitue, d'après André Mbata, l'héritage spirituel et politique qu'Etienne Tshisekedi aura laissé à la postérité.

Immortel à l'instar de Patrice Emery Lumumba et de Laurent-Désiré Kabila, il est devenu, en en croire le professeur, « un puissant esprit qui continuera de veiller sur son peuple et le reste de l'humanité qu'il ne manquera pas de soutenir dans le combat pour la démocratie, l'Etat de droit et la justice ».

Alain Diasso

La victoire d'un combat

Ya Tshitshi, c'est tout une icône, un héros, un mythe. Le peuple congolais, en général, et les Kinois, en particulier, se sont disposés à accueillir leur héros, dès l'annonce de son retour, plutôt, l'arrivée de sa dépouille à Kinshasa.

S'ils ne verront peut-être plus le corps de celui qu'ils ont affectueusement appelé Ya Tshitshi, parce que cela fait plus de deux ans qu'il a cédé le relais - étant donné que le combat, le bon combat qu'il a mené continue -, ses souvenirs sont encore intacts dans la mémoire de tout un chacun. Encore une fois, Ya Tshitshi entre triomphalement à Kinshasa. Oui, c'est le cas de le dire. Parce que le fondateur de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a convaincu les Kinois et tous les Congolais, ainsi que certains autres peuples d'Afrique et du monde comme l'ont fait Dona Béatrice dit Kimpa Vita, Simon Kimbangu, Lumumba, etc. Malgré une longue attente imposée par l'histoire pour l'accueillir de nouveau sur la terre de ses ancêtres, sa terre, les Kinois et les Congolais ne sont pas fatigués de célébrer l'homme et son combat. Chaque jour passé, ce peuple a puisé sur son combat, la force de continuer cette lutte ainsi que les astuces pour bien la mener. Le chantre de la non-violence s'en est allé !

Aux grands hommes, la patrie est reconnaissante

Ces mots inscrits dans le fronton du Panthéon français constituent également une vérité ou une obligation pour la République démocratique du Congo (RDC). Etienne Tshisekedi a inscrit son nom en lettres d'or, en lettres de son sang, dans les annales de l'histoire du Congo-Kinshasa, pour mériter les honneurs de tout un peuple, de toute la nation congolaise.

Ya Tshitshi, comme l'appelaient affectueusement les Kinois, est reconnu comme celui qui a « ouvert » les yeux aux Congolais, parce que c'est de sa lutte qu'est née celle que mène aujourd'hui tout ce peuple, pour sa liberté et son bien-être, une lutte pour un Congo véritablement démocratique où il fait bon vivre, un Congo où chaque citoyen a sa place et où il jouit de tous ses droits. « Traqué, arrêté, bastonné, blessé, humilié, etc., Tshisekedi n'a pas hésité un seul instant, au péril de sa vie, à continuer sa lutte pour un Congo véritablement démocratique », reconnaît-on au sein de l'UDPS et partout en RDC.

Cette reconnaissance à Tshisekedi, les Congolais, mieux, les Kinois l'ont montrée à plusieurs occasions. Nommé Premier ministre par Mobutu, la population l'a accompagné pour occuper ses



Etienne Tshisekedi

bureaux, à Gombe. Et, dans cet accompagnement, sans qu'il commence le travail, tous les produits au marché ont baissé les prix. A la Conférence nationale souveraine, c'est Tshisekedi qui a été choisi pour occuper le poste de Premier ministre. Mieux encore, quand il s'était rendu en Belgique pour des soins médicaux et où il avait profité pour réunir des politiques congolais pour former le « Rassemblement », Etienne Tshisekedi avait fait un retour triomphal à Kinshasa. Il avait été accueilli par les Kinois à l'aéroport de Ndjili et la marée humaine l'avait accom-

pagné, à pied, de Ndjili jusqu'à Limete, à sa résidence.

Pendant ses 33 ans de lutte (de la création de l'UDPS en 1984 à 2017), Tshisekedi s'est battu pour une cause juste et noble. Il a créé une idéologie endossée par les Congolais et qui constitue aujourd'hui une marche à suivre, un credo : « Tata alobaki, le peuple d'abord ! ». Pendant tout son combat, il ne s'est jamais opposé aux personnes mais, plutôt, au système. C'est pourquoi, expliquent ses proches, il ne s'est jamais évité de rencontrer Mobutu ou de l'assister en cas de mal-

heur.

Aujourd'hui, trente-six ans après, l'on peut dire que sa lutte a donné des fruits. Premièrement, parce que le Congolais de 2019 n'est plus celui de 1984 ou de 1990. Ce peuple a adopté et intériorisé la lutte conduite par Etienne Tshisekedi et la mène bien. « Nous avons beaucoup de petits Tshisekedi dans le pays », ne cessent d'affirmer les politiques congolais qui se reconnaissent en l'homme. Secundo, malgré le fait que lui-même, le précurseur, n'a pas accédé au pouvoir dans ce pays, son parti, l'UDPS, par son fils, dirige à ce jour la RDC, avec l'occasion de mettre en pratique et de traduire dans les faits, la vision d'Etienne Tshisekedi.

La lutte d'Etienne Tshisekedi a donc donné. Mais, avec l'accès de l'UDPS au pouvoir, c'est une bataille qui est gagnée et non tout le combat. Faire du Congo un pays véritablement démocratique où chaque Congolais a sa place et jouit de ses droits, un pays où il fait bon vivre, c'est cela le combat du père de la démocratie, feu Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Ya Tshitshi est parti, Ya Tshitshi reste vivant parmi son peuple. Ses souvenirs restent vivaces et se constituent en sève qui circule dans les veines de ce peuple, pour continuer le combat, le bon combat, qu'il a mené. Le roi est mort, vive le roi !

Lucien Dianzenza

HOMMAGE À L'OPPOSANT HISTORIQUE

Des obsèques perçues différemment

Plusieurs acteurs politiques congolais se sont exprimés sur l'opportunité et le sens des funérailles officielles du «l'ider maximo».

Le professeur des Sciences politiques à l'Université pédagogique nationale (UPN), Emmanuel Kabongo, qualifie les obsèques de l'opposant historique de test pour le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. « Le challenge consiste à voir comment le peuple va honorer son icône, et comment le transfert de la popularité et de la complicité va se faire du père

au fils après les obsèques », a-t-il estimé. Au moment où il est en passe de constituer un gouvernement en coalition avec son prédécesseur, Joseph Kabila, qui a gardé tous les autres leviers du pouvoir, Félix Tshisekedi, à en croire le professeur, devra de fait « mesurer la popularité de son nom ».

Qu'à cela ne tienne. Pour d'autres Congolais, à l'instar de Lucien Lundula, coordinateur du comité d'organisation, « ces obsèques sont une manière pour les Congolais de commémorer et de célé-

brer la victoire de la démocratie ». Pour Basile Olongo, le ministre de l'intérieur par intérim, « le Premier ministre honoraire Etienne Tshisekedi mérite d'être élevé au rang de héros national ». Il soutient qu'il est héros « parce qu'il a sacrifié sa vie pour l'instauration de la démocratie afin qu'aujourd'hui la RDC assiste à une passation pacifique et civilisée des pouvoirs ».

D'autres compatriotes pensent déjà à l'après funérailles, obnubilés par le besoin de pérenniser la mémoire de l'illustre disparu. C'est notam-

ment le cas d'Achille Mutombo, membre de l'Union pour la démocratie et le progrès social, qui suggère qu'un prix dénommé « Etienne-Tshisekedi » soit institué et qui serait attribué à tous ceux qui poseraient des actes patriotiques et démocratiques dans le pays.

Si la plupart des Congolais roulent pour l'organisation des obsèques dignes à la hauteur du personnage phénoménal et mystique qu'aura été Etienne Tshisekedi dont le fruit de la lutte a conduit à l'alternance à la tête du pays, d'autres,

à l'instar du mouvement citoyen Lucha, dénoncent les lourdes dépenses qu'elles occasionnent.

Ce que dément le porte-parole du comité d'organisation. « Le plus gros du budget pour cette inhumation s'inscrit dans la fourchette qui a été utilisée par le Trésor public pour le financement des obsèques de personnalités comme Laurent-Désiré Kabila ou d'autres qui ont servi l'Etat », a indiqué Lenga Moss.

Alain Diasso

VIE DES PARTIS

Focus sur l'Udps, la fille aînée de l'opposition congolaise

Le parti de feu Etienne Tshisekedi, membre de l'Alliance progressiste et membre observateur de l'Internationale socialiste, a été fondée le 15 février 1982 par ce dernier et Marcel Lihau ainsi que d'autres personnalités politiques. Mais, en tant que mouvement politique d'opposition contre la dictature du régime du maréchal Mobutu, cette formation a vu le jour le 1er novembre 1980, jour de la publication de la lettre ouverte des treize parlementaires adressée au président Mobutu.

La lettre des treize parlementaires fut, depuis le coup d'Etat militaire du 24 novembre 1965 par lequel le régime Mobutu s'était installé au pouvoir, la toute première contestation non violente, sous forme d'une analyse critique, rigoureuse et globale de l'ensemble du système politique du maréchal Mobutu, la toute première remise en question de l'ensemble d'un régime qui était jusque-là soutenu par tout l'Occident, en pleine guerre froide et au moment où Mobutu était au sommet de sa puissance et de sa gloire. Cette lettre se terminait par dix propositions invitant Mobutu à démocratiser le système politique, conformément aux aspirations profondes et légitimes de la population et au Manifeste de la N'sele, document fondateur du Mouvement populaire de la révolution (MPR) qui, dans sa conception, faisait de cette formation un parti politique démocratique à côté d'un deuxième dont la création était prévue à l'article 4 de la Constitution du 24 juin 1967. Pour les treize parlementaires donc, dont le leader a été Etienne Tshisekedi wa Mulumba, Mobutu était un déviationniste par rapport à l'essence même du MPR et un traître par rapport à l'aspiration profonde et légitime de la population à l'avènement d'un Etat de droit souverain, démocratique, pluraliste, moderne et prospère au cœur de l'Afrique.

La répression contre Tshisekedi et ses pairs

Au lieu d'écouter les treize

parlementaires, Mobutu se livra à la répression (relégation dans leurs villages d'origine, emprisonnements, traitements cruels, inhumains et dégradants, tortures, bannissements, déchéance de leurs droits civils, politiques, sociaux, etc.). Ayant sous-estimé la détermination et la résistance intérieure des treize parlementaires et l'écho favorable que leur message avait eu chez des nombreux compatriotes, Mobutu obtint le résultat tout à fait opposé : plusieurs compatriotes rejoignirent les treize parlementaires dans la lutte clandestine contre le régime de Mobutu. Le 15 février 1982, les treize parlementaires et les autres cofondateurs qui les avaient rejoints dans le combat politique créèrent un deuxième parti politique d'opposition en pleine dictature à parti-Etat (MPR) : l'Union pour la démocratie et le progrès social (Udps). Pour fragiliser ce nouveau parti, Mobutu est venu puiser en son sein et réussit à y créer des départs.

Les derniers Premiers ministres de Mobutu furent donc puisés à l'Udps. Ce fut le cas de Mulumba Lukoji, Nguz-a- Karl Ibond, etc. Ce vent amené par l'Udps a quand même conduit à la création d'autres partis politiques qui formèrent, avec elle, la dynamique opposition qui a combattu le pouvoir de Mobutu jusqu'à le fragiliser et de préparer le terrain à l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), entrée au pays sous la conduite de Laurent-Désiré Kabila.

Et l'AFDL prit le contrôle du pays

L'Udps et ses alliés ont donc balisé la route pour l'AFDL, cette rébellion partie des territoires de l'est de la République démocratique du Congo. Tshisekedi avait même personnellement appelé les Congolais, mieux les Kinois, à accueillir ceux qui venaient en libérateurs. C'est cet appel qui fit que certains territoires du pays, dont Kinshasa, ont été pris sans combat parce que les forces fidèles à Mobutu ne pouvaient pas, seules, contenir cette rébellion qui

avançaient avec les Kadogo et qui avait l'appui du peuple. A Kinshasa, Etienne Tshisekedi et son Udps ont fustigé la conduite des ceux qui ont accompagné Laurent-Désiré Kabila et ont refusé de participer ou de continuer à pactiser avec ce pouvoir. Ce sont les dures remarques formulées par Etienne Tshisekedi qui ont conduit à sa relégation dans son village natal, Kabeya Kamwanga, dans le Kasai. Et la rupture était consommée avec l'AFDL et son leader, Laurent-Désiré Kabila, qui fut assassiné en 2001 dans des conditions que la justice n'a pas pu élucider.

Joseph Kabila succède à Laurent-Désiré Kabila

Pour l'Udps, le pouvoir de Joseph Kabila était la continuité de celui de Laurent-Désiré Kabila dont elle a fustigé les pratiques. Loin donc de flirter avec celui-ci, ce parti a continué dans l'opposition ayant été rejoint par des mécontents de la gestion du pays d'après Mobutu, et quitté par ceux qui ont trouvé que le temps était pour eux venu de « travailler » pour le pays. Ayant pris part aux travaux du Dialogue intercongolais de Sun City, qui ont conduit à la mise en place du formule 1+4, l'Udps s'est dite flouée dans le choix du vice-président venant de l'opposition, parce que ce poste, qui devrait lui revenir, a été donné à Arthur Z'Ahidi Ngoma. Une autre frustration et l'Udps reste dans l'opposition, menaçant même de tout faire arrêter le 30 juin 2005.

L'Udps a donc finalement choisi de boycotter les élections présidentielle et législatives tenues en 2006. Et de 2006 à 2011, elle fut écartée de l'ensemble des institutions congolaises, tant au niveau provincial que national. Elle est revenue avec les élections de 2011. Mais, là encore, elle crie au vol de sa victoire à la présidentielle et se met dans un processus de la réclamation de la vérité des urnes ou de l'Impérium. Etienne Tshisekedi avait même prêté serment, dans sa résidence de Limete, en tant que président de la Ré-

publique élu. Dans plusieurs documents signés de la main du Sphinx de Limete, celui-ci réclamait un dialogue national dont l'ordre du jour ne comportait qu'un seul point : la vérité des urnes ou le retour à l'ordre institutionnel établi par les élections de 2011. Pour Etienne Tshisekedi, en effet, ce dialogue devrait permettre à ce qu'il lui soit remis le pouvoir, en tant que président de la République, et de faire de Joseph Kabila sénateur à vie. En feignant de chercher à répondre à ces desiderata, Joseph Kabila a amené l'Udps dans des négociations à Ibiza, Venus, etc.

Ayant compris les vraies motivations de l'homme, Tshisekedi et l'Udps se sont rétractés et ont continué leurs revendications jusqu'à obtenir, avec l'apport de la Conférence épiscopale du Congo (Céncó), les assises du Centre interdiocésain qui ont donné l'Accord de la Saint-Sylvestre. Mais ici également, le pouvoir de Kinshasa a tenté un coup de force en organisant, avant ces assises, une réunion à la cité de l'Union africaine, donnant un accord qui a, par la suite, été rejeté par la classe politique et sociale congolaise. Selon l'Accord de la Saint-Sylvestre signé le 31 décembre 2016, l'Udps devrait donner à Kabila un Premier ministre en vue d'organiser les élections pour une alternance à la tête de l'Etat. Et tous ont convenu que le Comité pour le suivi de cet accord devrait être conduit par Etienne Tshisekedi, en tant que président de la méga plate-forme de l'opposition, le Rassemblement, qu'il avait initiée en Belgique, dans sa convalescence. Malheureusement, il tombera de nouveau malade et en mourut, sans avoir obtenu ce que l'opposition a pu imposer à Kabila, lors de ces assises.

Après la mort d'Etienne Tshisekedi en février 2017, le Rassemblement de l'opposition sera restructuré et dirigé par deux personnes, Félix Tshisekedi, fils d'Etienne Tshisekedi, et Pierre Lumbi devenant respectivement président et président du conseil des sages et une autre aile se

créera avec Joseph Olenga Nkoy. Et Joseph Kabila profitera de cet imbroglio pour puiser au sein de l'Udps et faire comme Mobutu. Il prendra Samy Badibanga, l'un des fils spirituels d'Antoine Tshisekedi et ami personnel de Félix-Tshisekedi, pour le nommer Premier ministre. Il fera trois mois à la Primature. Bruno Tshibala, un des cadres, se désolidarise du Rassemblement pour se rallier à Joseph Olengankoy. Il est exclu par une partie de l'Udps quelques semaines après. Cependant, il reste membre du Rassemblement. En avril, il est nommé Premier ministre d'ouverture par Joseph Kabila, ce qui fait perdurer les divisions au sein de l'opposition. Le parti se divise alors en quatre factions : en plus de l'Udps Kibassa, qui a existé depuis longtemps alors que les deux ex-compagnons étaient encore en vie, et l'Udps/Tshisekedi, il y a eu Udps/le Peuple, et Udps/Tshibala dont le président, nommé Premier ministre, a légué ses pouvoirs à Tharcisse Loseke jusqu'en juillet 2018.

Les 30 et 31 mars 2018, lors d'un congrès extraordinaire réuni à Kinshasa, Félix Tshisekedi est élu président de l'Udps/Tshisekedi. Il est aussi choisi candidat du parti pour la prochaine élection présidentielle, qui était prévue pour décembre 2018. Il est élu et prête serment le 24 janvier 2019 au cours d'une cérémonie organisée au Palais de la nation, le bureau du chef de l'Etat congolais. Ici, beaucoup ont parlé de la passation pacifique et civilisée du pouvoir au sommet de l'Etat, étant donné que la RDC n'a jamais vécu ce genre de cérémonie. Après le début du mandat présidentiel de Félix Tshisekedi, l'Udps nomme l'ex-secrétaire général de ce parti, Jean Marc Kabund, comme président. Au mois de mai, celui-ci nomme Augustin Kabuya secrétaire général. C'est donc dans cette position que l'Udps est appelée aujourd'hui à enterrer son leader et son président, celui qui a tracé le chemin.

Lucien Dianzenza

PAIX ET ÉDUCATION

Une conférence tenue au siège de l'Unesco à Paris

L'activité a été organisée par le Conseil universel pour la paix des nations et des continents (Culpac), une structure internationale basée en République démocratique du Congo (RDC), que dirige Daniel Santu Biku, qui avait à ses côtés le conseiller diplomatique de ce conseil, Patrice Salaga.

« Le temps musical humanitaire pour la paix et l'éducation » a été le thème central de la rencontre. Des participants venus de plusieurs pays à travers le monde ont répondu favorablement à ces assises de la paix universelle. La direction générale de l'éducation de l'Unesco a également pris part à cette rencontre qui s'est déroulée dans son enceinte. Elle a servi de cadre à la réflexion intellectuelle d'ensemble des personnalités vouées à l'éducation de l'enfance et de la jeunesse, surtout des filles, ainsi qu'au projet d'installation de l'eau potable en milieu rural en Afrique. La sensibilisation à cet important programme d'éducation et de paix se fera par la musique, comme l'indique le thème de la conférence. Car, l'art d'Orphée est vecteur par excellence de paix, atteignant toute personne sans aucune discrimination, a-t-on laissé entendre.

Aussi le Culpac s'est-il souvenu des artistes musiciens aujourd'hui disparus et reconnus



Daniel Santu Biku, au centre, lors de la conférence au siège de l'Unesco à Paris, et Patrice Salaga à l'extrême gauche

pour la bonne cause, à savoir le Français Daniel Balavoine (mort lors d'un crash d'hélicoptère au cours du Rallye Paris-Alger-Dakar en février 1986 avec son ami Thierry Sabine) et le Congolais Papa Wemba, décédé le 24 avril 2016 sur la scène du Festival des musiques urbaines d'Anoumabo, à Abidjan. Quelques chansons sur la paix et l'éducation entonnées par Papa Wemba, quatre jours avant sa disparition, ont été auditionnées. Ces morceaux ont été finalisés par le chanteur Kabeya Héritier Watanabe, élevé depuis le 5 septembre 2018 au parlement européen à Bruxelles, à la distinction d'ambassadeur suprême international de la jeunesse par la paix du Culpac.

Les interventions...

Dans son allocution, le secrétaire général du Culpac, Daniel Santu Biku, a expliqué à l'assistance la mission poursuivie par cette institution en faveur de l'éducation qui est fortement détruite et négligée en milieu rural, ainsi que le manque d'eau potable. « On fait des milliers de kilomètres pour aller chercher l'eau dans les milieux ruraux en RDC et en Afrique. Il faudrait s'y atteler pour redonner l'espoir à l'enfance et à la jeunesse en milieu rural africain », a-t-il lancé. Il a remercié le ministre universel de la paix du Culpac, Dominique Khonde Mpolo, pour sa contribution à ce programme, avant de remettre à la représentante de la première dame de la RDC la notification sur l'organisation de la prochaine conférence internationale sur la paix et l'éducation

en mars 2020, à Kinshasa.

Ambassadrice des sciences et chercheuse à l'Université Clermont Ferrand, en France, Maha Issaoui a souligné que l'éducation des jeunes filles doit être une priorité dans chaque pays car elle fera d'elles des femmes libres de demain.

La déléguée générale adjointe au Plan mondial pour l'éducation, Carole Coupey, a pour sa part assuré : « Nous travaillerons en partenariat avec le Culpac pour la concrétisation de ce vaste programme en Afrique ». Quant à Jennie Westenholtz, présidente de la Jeunesse musicale mondiale, « La musique joue un rôle très important pour l'adoucissement des mœurs surtout auprès des jeunes ». Sœur de feu chanteur Daniel Balavoine, Claire Balavoine s'est attardée sur la

mission humanitaire de l'Association Daniel-Balavoine au Mali pour l'éducation et l'agriculture.

Au nom de la première dame de la RDC, Denis Nyakeru Tshisekedi, son assistante Thynga Ngangura a félicité le Culpac pour la tenue de cette conférence. Elle a souhaité que ce genre d'assises soit organisé en Afrique, car l'épouse du chef de l'Etat congolais tient à l'éducation des jeunes filles pour garantir leur avenir en vue de consolider la paix dans le pays. Enfin, David Smit Hallyday, fils de la défunte star française de la chanson, Johnny Hallyday, a livré un message vidéo sur l'éducation de la jeunesse et l'épanouissement des jeunes africaines en milieu rural pour le développement de l'Afrique. Notons que le ministre universel pour la paix du Culpac, le prophète Dominique Khonde Mpolo, a également pris part à cette conférence. Les délégations permanentes de l'Unesco ont aussi été présentes ainsi que d'autres structures internationales comme Search for common ground, Jeunesse musicale internationale, Jeunesse musicale de France, Plan mondial de l'éducation, Aide et action internationale, Université Ferrand Clermont, Association Daniel-Balavoine et Solidarité laïque de France.

Martin Engimo

SANTÉ PUBLIQUE

Une campagne de vaccination contre le choléra se déroule dans le Nord-Kivu

La maladie est devenue presque une endémie dans certaines provinces du pays. Pour protéger la population, le ministère de la Santé, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) grâce au financement de l'Alliance du vaccin (Gavi) organise une vaste opération de vaccination qui prendra fin le 1er juin.

835 183 personnes vivant dans les zones de santé de Binza, Goma, Kayina, Karisimbi, Kibirizi, Kirotshe et Rutshuru sont ciblées par l'opération qui leur administrera la première des deux doses de vaccin anticholérique oral (OCV). Après la mise en œuvre réussie, une campagne pour administrer la seconde dose aura lieu prochainement pour fournir ainsi une protection immunitaire complète contre le choléra.

« Le choléra est une maladie évitable. Vacciner les personnes à risque dans les zones de santé les plus exposées du Nord-Kivu pour qu'elles ne contractent pas le choléra constitue une contribution et des efforts considérables pour protéger des centaines de milliers de personnes contre cette maladie en vue d'augmenter le niveau d'immunité de la population » a déclaré le Dr Deo Nshimirimana, représentant ad intérim de l'OMS en République démocratique du Congo (RDC). « L'OMS travaille étroitement avec les autorités nationales et provinciales du Nord-Kivu ainsi que tous les partenaires pour s'assurer que les personnes ciblées dans ces zones de

santé seront toutes vaccinées », a-t-il ajouté.

Le directeur exécutif de Gavi, le Dr Seth Berkley a, de son côté, reconnu que la RDC est confrontée à une combinaison sans précédent d'épidémies meurtrières. Alors que l'épidémie de la maladie à virus Ebola continue de causer une misère indescriptible à l'est, les épidémies de rougeole et de choléra font également des milliers de victimes dans tout le pays. C'est pourquoi, a-t-il laissé entendre, leur riposte est intensifiée par le biais de cette campagne de vaccination anticholérique, de la vaccination antirougeoleuse en cours dans les zones de santé touchées par l'épidémie de rougeole, ainsi que de leur soutien continu à la vaccination anti-Ébola en RDC et dans les pays voisins.

« Nous ne pouvons permettre que ces souffrances inutiles se poursuivent », a-t-il assuré.

A titre de rappel, depuis janvier dernier, plus de dix mille cas de choléra ont été signalés dans le pays, entraînant plus de deux cent quarante décès. En outre, plus de quatre-vingt mille cas présumés de rougeole ont entraîné plus de mille quatre cents décès depuis le début de l'année tandis qu'un cas de poliovirus de type 2 en circulation a été signalé dans la province du Kasai plus tôt ce mois-ci.

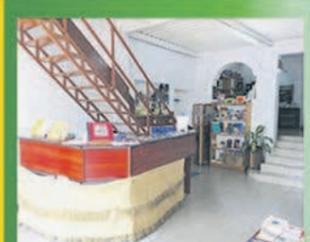
Blandine Lusimana

LIBRAIRIE LES MANGUIERS



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.









Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



UNESCO

Henri Ossebi dresse le bilan de la Semaine africaine

L'ambassadeur, délégué permanent du Congo auprès de l'institution onusienne, s'est réjoui de sa première participation à l'événement.

Au terme d'une semaine de festivités à l'Unesco, de l'avis de tous ceux qui l'ont organisée, de tous ceux qui ont participé, surtout du grand public venu nombreux, avec une fréquentation massive des stands du hall des pas perdus du siège onusien, l'événement a été un succès, reflétant un sentiment de satisfaction unanime pour une Afrique existante, une Afrique en mouvement, une Afrique qui innove. « Tant sur le thème principal que sur les activités qui ont été proposées, on peut considérer que c'est une réussite », a estimé Henri Ossebi, participant pour la première fois à la Semaine africaine en tant qu'ambassadeur du Congo auprès de l'Unesco.

Rendez-vous est déjà pris pour l'année prochaine avec une Semaine africaine qui se fera sous la coordination de l'Afrique centrale. D'après le diplomate, si le Congo a des ambitions plus grandes, un stand plus étendu permettra de montrer plus de choses de ce pays. D'ores et déjà, un appel d'offres est adressé à la diaspora congolaise. « Que ceux qui ont du talent, chercheurs, créateurs, artistes, s'ils souhaitent le montrer, non seulement au public habituel de l'Unesco mais aussi au-delà,



Henri Ossebi, ambassadeur du Congo auprès de l'Unesco et la directrice générale de l'Unesco, à la Semaine africaine 2019 / Crédit Bedel Photo Bango

veillent bien se faire connaître auprès de la délégation », a-t-il expliqué, soucieux de mettre en place sa stratégie consistant à toucher la diaspora à partir du vecteur culturel du champ traditionnel d'action de l'Unesco jusqu'à ouvrir, par la suite, hors les murs.

Le délégué permanent a constaté, entre autres, une demande artistique importante. De ce fait, pour la prochaine édition qui sera organisée de manière concertée par l'Afrique centrale, le Congo représentant un vivier important pour une forte production artistique et musicale,

il proposera une présence dans ces domaines encore plus diversifiée et plus dense en quantité et en qualité, en y ajoutant une meilleure production intellectuelle. En associant l'intelligentsia africaine, il s'agira de répondre, par des débats thématiques, à l'affirmation selon laquelle « l'Afrique est un continent d'avenir. Pourquoi ? ».

Le phénomène de la sape appelé à dépasser les frontières des deux Congo

Rebondissant à la presse sur une proposition du sapologue Ben Mou-

tiques du corps, l'élargissant ainsi de l'expression spécifique de Congolais. Dans ce cas, ce concept pourrait toucher différents segments de la production industrielle.

« Il est question de densifier ce concept si l'on veut espérer lui donner dans la mondialité la prise qu'elle commence à avoir parce qu'on le voit déjà ainsi, ailleurs, à ce jour. Le Congo peut avoir un rôle de leadership incontestable à condition de construire autour de ça, du contenu, des messages et des acteurs... », a laissé entendre le délégué permanent du Congo auprès de l'Unesco.

La Semaine africaine était une étape parmi toutes les missions de pérennité confiées par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, à la délégation. Henri Ossebi, pour une maison qu'il connaissait déjà de l'extérieur, a expliqué que dans le champ de ses activités, à chaque fois que cela se révélera nécessaire sur la problématique de la paix, de l'éducation, de la culture, de la communication, s'il y a moyen d'ouvrir l'Unesco aux Congolais de l'étranger, il s'y emploierait. « C'est ma mission de les associer pour qu'ils sachent ce qu'est l'Unesco, mais aussi pour que les valeurs de cette institution internationale soient un vecteur du vivre ensemble entre nous. C'est le sens de mon mandat tel que le président de la République me l'a confié », a-t-il fait savoir.

Marie Alfred Ngoma



LA CONGOLAISE DES ROUTES
N'ZILA YA BETO, AVENIR YA BETO
Notre route, notre avenir

La Route Nationale 1 (RN1), est un corridor indispensable, moderne et sécurisé, qui obéit à la stratégie d'aménagement du territoire, de développement économique et humain du Congo.

Afin de pérenniser la qualité de ce patrimoine et de renforcer ses infrastructures, la Congolaise des Routes (LCR) a 3 objectifs principaux : entretenir ses infrastructures, développer la sécurité et proposer des services aux usagers.

Entretien, c'est procéder aux opérations d'entretien courant comme le nettoyage, la réparation des nids de poule, des panneaux de signalisation, le curage des systèmes d'assainissement, mais c'est également des opérations d'entretien lourd comme la réfection des chaussées, la maintenance des ponts et des bâtiments. Dans ce cadre, nous appliquerons la législation en vigueur dans la zone CEMAC relative aux charges par essieux. Ainsi, pour des raisons de sécurité et afin de pérenniser l'infrastructure, les poids lourds en surcharge ne seront plus autorisés à circuler sur cette route.

Développer la sécurité, c'est communiquer sur les dangers de la route et mettre en place des systèmes de sécurité préventifs et effi-

caces. C'est pourquoi un centre d'appel innovant (joignable par tous les moyens : téléphone, internet, courrier), sera mis à la disposition des usagers pour leur porter assistance. Des agents professionnels seront à leur écoute 24h/24 et 7j/7 et coordonnerons les solutions adéquates à leurs besoins (dépanneuses, pompiers, ambulances, patrouilleurs de route, forces de l'ordre).

Proposer des services aux usagers, c'est à court et moyen terme, mettre en place des abonnements pour les différents types d'usagers (Août 2019), des moyens de paiement par coupons (Avril 2019), puis mobile (Mobile Money), augmenter le nombre de stations-services, mettre à disposition des restaurants, boutiques, aires de stationnement, aires de repos, aires de services, de dépannage et d'assistance.

L'ensemble de ces services seront financés grâce aux revenus des péages, qui seront mis en fonction progressivement.

Les tarifs des péages ont été fixés par le Décret Présidentiel N° 2019-39 du 28 Février 2019. Ils tiennent compte de l'impact sur la chaussée de chaque catégorie de véhicule.

Classe de véhicule	Tarif par péage
Classe 1 VL	1 500 XAF
Classe 2 4x4	2 000 XAF
Classe 2b Minibus	3 000 XAF
Classe 3 Autocar	13 000 XAF
Classe 3b Camion 2 essieux	20 000 XAF
Classe 4 Camion 3 essieux	40 000 XAF

Un tarif de lancement est proposé dans les gares de péages de Lifoula, Mengo, Moukondo, Yié jusqu'au 31 Aout 2019.

Classe de véhicule	Tarif par péage
Classe 1 VL	500 XAF
Classe 2 4x4	1 000 XAF
Classe 2b Minibus	1 500 XAF
Classe 3 Autocar	6 500 XAF
Classe 3b Camion 2 essieux	10 000 XAF
Classe 4 Camion 3 essieux	20 000 XAF

(Informations disponibles sur « www.lacongolaisedesroutes.cg » ou via « Facebook » et « LinkedIn »).

La Congolaise des routes vous souhaite la bienvenue sur son réseau et une très bonne route.
Beto kenguedila n'zila ya beto samu na mbassi
Préservez notre route, pour protéger notre avenir

UNION AFRICAINE

La Zone de libre-échange continentale entre en vigueur

Le projet phare de l'organisation panafricaine en vue de l'émancipation économique du continent a pris cours le 30 mai, avec pour but d'augmenter le commerce intra-africain de 60% d'ici à 2022, a-t-on appris.

Le commissaire de l'Union africaine (UA) pour le Commerce et l'industrie, Albert Muchanga, a indiqué que l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale (Zlec) de l'UA est « une étape historique ». « L'accord de la Zlec est entré en vigueur aujourd'hui (...). Nous célébrons le triomphe d'un engagement courageux, pragmatique et continental pour l'intégration économique », s'est-il réjoui sur Twitter.

Après l'entrée en vigueur de cet espace, il faut encore attendre la « phase opérationnelle » qui doit être lancée le 7 juillet, lors d'un sommet de l'organisation panafricaine à Niamey. Cela sera après la finalisation d'instruments clés tels que les mécanismes d'arbitrage, la définition des règles d'origine des marchandises ou encore des mécanismes en vue de l'« élimination » d'obstacles tels que la corruption ou les mauvaises infrastructures.

La Zlec a pour but d'éliminer

progressivement les droits de douane entre pays membres, afin de favoriser le commerce au sein du continent, mais aussi permettre aux pays africains de s'émanciper d'un système économique trop centré sur l'exploitation des matières premières. L'UA estime que sa mise en œuvre permettra d'augmenter de près de 60% d'ici à 2022 le niveau de commerce intra-africain. Actuellement, seulement 16% du commerce des pays africains s'effectue avec d'autres pays du continent.

Le grand projet du continent est entré en vigueur au moment où cinquante-deux membres de l'UA sur cinquante-cinq ont déjà signé l'accord portant création de la Zlec depuis mars 2018, avec l'exception notable de la première économie du continent, le Nigeria. Pour qu'elle devienne effective, il fallait que vingt-deux membres puissent ratifier le texte et le notifier officiellement à l'organisation continentale. Ce seuil a été atteint le 29 avril, ouvrant la voie à une entrée en vigueur trente jours plus tard, comme prévu dans les statuts de la Zlec.

Le Burkina Faso et le Zimbabwe ont déposé leurs instruments de ratification depuis le 29 avril,

portant le nombre de pays inclus dans la Zlec à vingt-quatre, avec des poids-lourds du continent comme l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Kenya ou l'Éthiopie. D'autres pays ont entrepris une ratification, dont le Maroc.

À partir du moment où tous les pays auront signé le document, la Zlec ouvrira l'accès à un marché de 1,2 milliard de personnes, pour un produit intérieur brut cumulé de plus de deux mille cinq cents milliards de dollars. Ce qui doit permettre, selon ses défenseurs, d'aider à la diversification des économies africaines et à l'industrialisation du continent, tout en lui offrant une plateforme unique pour négocier de meilleurs accords commerciaux avec l'extérieur.

En attendant de voir comment cela pourra être concrétisé, il sied de noter que tout le monde ne partage pas l'optimisme lié à cette ambition. Pour preuve, plusieurs critiques du projet avancent que la mauvaise qualité des infrastructures de transport et le manque de complémentarité entre les économies africaines constituent un frein au développement du commerce intra-africain.

Nestor N'Gampoula

CENTRAFRIQUE

La CEEAC condamne les massacres d'une cinquantaine de personnes

Le secrétaire général de la communauté sous-régionale a rendu public une déclaration suite au massacre d'une cinquantaine de civils dans le pays, le 21 mai, par des hommes armés qui seraient affiliés au mouvement Retour, réclamation, réconciliation (3R), dans les villages de Koundjili, Ndjondjom et Bolong.

« Le secrétaire général de la CEEAC condamne énergiquement ce massacre et rappelle que les actes de violence n'ont plus de place dans le règlement des conflits en Centrafrique depuis la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA) », a déclaré Ahmad Allam-Mi.

En effet, « les articles 5.b, 34 et 35 de l'APPR-RCA imposent que les parties s'accordent à renoncer, dès la signature de cet Accord, à tout recours à la force armée pour le règlement de quelque différend qu'elles puissent avoir », a-t-il poursuivi. Par ailleurs, le secrétaire général de la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) a invité, d'abord, les signataires de l'APPR-RCA à s'abstenir de tout comportement de nature à provoquer des situations de violence, puis les autorités territoriales et les Forces de défense et de sécurité ainsi que celles de la Minusca à dissuader de tels comportements.

Le texte précise que les efforts sont en cours pour le déplacement sur le terrain d'une mission conjointe de recherche d'information, composée des représentants du gouvernement, des Nations unies, de l'Union africaine, de la CEEAC ainsi que d'autres partenaires pour situer les faits afin de déterminer les mesures à prendre, eu égard à la gravité de cet acte.

En outre, Ahmad Allam-Mi a adressé ses condoléances attristées aux familles des victimes et demandé aux Forces de défense et de sécurité ainsi qu'à la Minusca de continuer d'assurer la protection de la population civile et d'entreprendre une enquête judiciaire pour identifier et punir les coupables.

Yvette Reine Nzaba



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS

N°010/DMI/PRISP/C/19

« RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE DU MINISTERE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE (MPSIR) »

1-Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du « Projet des réformes intégrées du secteur public (PRISP) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat : « Consultant individuel chargé de l'élaboration du schéma directeur informatique du Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale (MPSIR) ».

2-L'objectif général de la mission est d'élaborer le schéma directeur informatique du MPSIR. Cette étude sera centrée, d'un point fonctionnel, sur les volets investissement, le suivi et l'évaluation du PND ainsi que l'alignement sur les orientations politiques de l'Etat Congolais pour la modernisation des systèmes d'information en son sein.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- définir le périmètre de l'étude, tout en proposant la démarche méthodologique au cours de la réunion de cadrage ;
- évaluer le système d'information actuel qui intègre la cartographie des aspects techniques, métiers, organisationnels et sécuritaires ;
- proposer une vision actualisée des normes, standards et des bonnes pratiques en IT en tant que grandes orientations pour le SDI ;
- établir les besoins actuels et futurs pour pouvoir définir leur impact sur l'existant ;
- définir les principaux axes de la stratégie en

matière d'informatisation et de la modernisation du système d'information du ministère ;

- définir la cible organisationnelle optimale ;
- constituer, mettre à jour le portefeuille projets pour l'aligner avec la cible définie ;
- préciser la cartographie des applications avec ses grandes fonctionnalités attendues ;
- définir les trajectoires potentielles vers la cible ;
- élaborer les modalités alternatives (scenarii) pour la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des projets ;
- élaborer les budgets estimatifs de tous les projets et activités ;
- proposer un phasage des divers projets retenus ;
- produire le Schéma Directeur Informatique (Volet fonctionnel et technique) ;
- élaborer un plan de conduite du changement.

3-L'Unité de coordination du Projet des Réformes Intégrées du Secteur (PRISP), invite les candidat(e)s à fournir en français un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour indiquant les missions similaires exécutées et une lettre de motivation.

4-Le consultant sera sélectionné conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de juillet 2016, par comparaison des CVs.

5.Le Profil du consultant :

Le Consultant doit justifier d'une expérience dans l'élaboration des plans directeurs informatiques, stratégies IT et schéma directeurs informatiques dans les administrations publiques et/ou dans les grandes entreprises.

Le Consultant et devra répondre au profil ci-après :

-être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (BAC + 5) en informatique, en développement des projets et programmes, en gestion informatique et réseau, en finances publiques ou tout autre diplôme équivalent ;

-posséder une expérience professionnelle spécifique de réalisation d'au moins deux (2) projets similaires relatifs à l'élaboration des Schémas Directeurs Informatiques dans le cadre des réformes des finances publiques ou de planification serait un atout ;

-avoir une très bonne connaissance des projets d'informatisation des administrations publiques en République du Congo ;

-avoir une bonne connaissance des règles et de la gestion des projets financés par des bailleurs particulièrement la Banque Mondiale ;

-avoir réalisé au moins deux (2) missions récentes durant les cinq dernières années, dans la définition des architectures des systèmes d'information complexes ;

-avoir une bonne expérience des approches de type « urbanisation des systèmes d'information » et une

bonne maîtrise des architectures réseaux, systèmes et télécommunication ;

-avoir une bonne maîtrise de la langue française.

6.Durée et lieu de la mission

La durée de la mission est de six (06) mois.

7.Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-dessous au plus tard le mardi 11 juin 2019 à 16 h 00 et porter clairement la mention (Consultant individuel chargé de l'élaboration du schéma directeur informatique du Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale (MPSIR).

Cellule de Passation de Marchés

A l'attention du Coordonnateur

PROJET DES REFORMES INTEGREES DU SECTEUR PUBLIC

Unité de Coordination du Projet, sise au 03, rue du Tourisme, quartier Clairon derrière l'école REMO, arrondissement 3 Poto-poto, Brazzaville Tél : +242 22 613 31 08/06 834 47 00:Email: prispmarkets@gmail.com, prispcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 27 mai 2019

Le Coordonnateur du PRISP,

Jean-Noël NGOULOU

AFFAIRES

Des investisseurs ougandais en quête d'opportunités au Congo

Une délégation d'hommes d'affaires ougandais séjourne, du 28 mai au 1er juin, à Brazzaville. L'objectif de leur visite de travail est de s'informer des conditions de création d'entreprise ainsi que des avantages qu'offre la République du Congo dans ce domaine.

« Nous sommes venus voir dans quelle mesure nous pouvons imple-

menter des Affaires étrangères, chef de la délégation, Patrick S. Mugoya, à l'issue d'une audience avec le ministre des Petites et moyennes entreprises (PME), Yvonne Adélaïde Mougany, le 29 mai.

La présence des Ougandais au Congo s'inscrit, selon le chef de la délégation, dans la volonté des chefs d'Etat des deux pays, qui souhaitent développer

connectivité dans ce domaine afin de faciliter les transactions entre les deux pays.

« Nous sommes déjà en train de travailler avec le ministère congolais des Affaires étrangères afin de conclure un mémorandum d'entente dans le domaine politique et diplomatique », a souligné Patrick S. Mugoya. Un autre rendez-vous est prévu avec la Chambre de commerce de Brazzaville.

« Nous reviendrons au Congo dès que possible. Avant, nos collègues du Congo devront venir visiter notre pays pour qu'ensemble, nous voyons comment élever le niveau d'investissement entre les deux pays », a conclu le secrétaire général. Pour sa part, la ministre des PME a fait savoir que les opportunités sont nombreuses sur tous les secteurs d'activités au Congo. « Les chefs d'Etat ont créé la zone de libre-échange continentale. Ceux qui ont produit savent où vendre, ce qui veut dire que le marché ougandais devra être à notre portée. Il faudra que les hommes d'affaires congolais effectuent aussi une mission d'exploration. C'est à ces conditions que l'Afrique pourra se développer », a-t-elle déclaré.

Lopelle Mboussa Gassia



La ministre des PME et les hommes d'affaires ougandais lors des échanges

ment dans l'agriculture, les petites et moyennes entreprises, les eaux et forêts, les finances. Nous souhaitons qu'il y ait une coopération fructueuse entre nos deux pays pour le bien de nos populations », a déclaré le secrétaire général du ministère ou-

leur coopération en matière de commerce et d'investissements. En dehors des secteurs cités, les experts en aviation civile ougandais, faisant partie de cette délégation, auront des rencontres avec leurs homologues congolais. L'optique étant de développer une

SAHARA OCCIDENTAL

La démission de Horst Köhler inquiète les pays de la région

Agé de 76 ans, l'émissaire de l'ONU pour la région et ancien président allemand a démissionné de ses fonctions pour des raisons de santé. Une décision qui inquiète le Maroc, l'Algérie et le Polisario.

Horst Köhler était en fonction depuis juin 2017. « Le secrétaire général regrette profondément cette démis-



sion mais dit comprendre parfaitement et transmet ses meilleurs vœux à l'émissaire », indique le communi-

qué de l'ONU, sans autre précision concernant la santé de l'ancien président allemand.

Ce communiqué a été suivi par l'« hommage rendu à M. Horst Köhler pour les efforts qu'il a déployés », par le ministère marocain des Affaires étrangères, qui « a pris note avec regret » de cette décision. Le Polisario s'est dit « profondément attristé », remerciant toutefois l'émissaire pour « ses efforts dynamiques afin de relancer le processus de paix de l'ONU ». Un « hommage mérité » lui a été rendu, « pour l'engagement et la détermination dont il a fait montre pour la relance du processus du règlement (...) depuis trop longtemps à l'arrêt ».

Noël Ndong

AFFRONTEMENTS EN LIBYE

Washington et Le Caire appellent au calme

Les Etats-Unis et l'Egypte qui soutient le maréchal libyen Khalifa Haftar, ont appelé, le 28 mai, au calme alors que l'homme fort de l'est de libyen poursuit son offensive contre Tripoli.

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, s'est entretenu de la crise libyenne au téléphone avec le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukri, a indiqué le département d'Etat.

Les deux responsables ont évoqué « le besoin urgent de parvenir à une solution politique en Libye et d'empêcher toute escalade », selon sa porte-parole, Morgan Ortagus.

Depuis le lancement le 4 avril dernier de l'offensive des partisans de Khalifa Haftar contre Tripoli, les combats ont fait au moins cinq cent dix morts, près de deux mille cinq cents blessés et poussé à la fuite plus de quatre-vingt mille personnes, selon des agences de l'ONU.

La Libye est plongée dans le chaos avec des luttes de pouvoir et des milices qui font la loi depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi, en 2011, après une révolte populaire soutenue par une intervention militaire occidentale.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

EDUCATION

Un baccalauréat unique pour les Etats membres de l'Uémoa d'ici à 2024

Le directeur de l'Office du baccalauréat du Bénin, Dod Alphonse da Silva, a évoqué la probabilité de l'organisation de cet examen unique dans l'espace communautaire d'ici à cinq ans.

À en croire Dod Alphonse da Silva, d'ici à 2024, les Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa) ont convenu d'harmoniser l'organisation du baccalauréat dans leurs pays respectifs. « Tous les candidats des pays membres seront appelés à composer un baccalauréat unique. Ainsi, nous avons convenu d'améliorer effectivement le niveau des candidats et d'ici à l'an 2024, il y aura un baccalauréat unique », a-t-il déclaré. Mais avant la mise en application effective de la réforme, il y a des actions qui seront menées pour baliser le terrain. C'est le cas, par exemple, du baccalauréat blanc Uémoa organisé cette année. « Cette année déjà, nous avons organisé un baccalauréat blanc Uémoa et ça a bien réussi. Nous avons rendu compte au président de l'Uémoa, aux chefs d'Etat qui ont décidé de cette réforme », a-t-il précisé.

N.Nd.



ECOLE DE LA FRATERNITE

(ex-école des cadres)

Ecole conventionnée de type 1 en partenariat avec la Fondation Education Pour Tous



NOTRE AMBITION : FAIRE DE L'EXCELLENCE UNE RÉALITÉ !





INSCRIPTIONS
À COMPTER
DU 01 JUIN 2019

UNE ÉCOLE MODERNE OUVERTE SUR LE MONDE

- EFFECTIFS RÉDUITS ● SALLES CLIMATISÉES ● UTILISATION DE L'OUTIL INFORMATIQUE
- CONNEXION À L'INTERNET
- APPRENTISSAGE DES LANGUES VIVANTES (FRANÇAIS, ANGLAIS, LINGALA)

Baongo derrière le CCF
Secrétariat : +242.06.859.73.75
Courriel : secretariat@eptgroup.fr | www.eptgroup.fr

CLIMAT

Quatre-vingts pays prêts à revoir leurs engagements à la hausse

Les Etats concernés sont disposés à relever leurs engagements de réduction d'émissions de carbone dans le cadre de l'accord de Paris en la matière, a indiqué l'émissaire de l'ONU pour le climat, Luis Alfonso de Alba.

« Il y a quatre-vingts pays qui nous ont déjà indiqué être prêts à revoir à la hausse leurs ambitions (...). Mais cela ne signifie pas qu'ils veuillent le faire à l'échelle dont nous avons besoin », a confié, le 28 mai,

l'émissaire de l'ONU aux journalistes.

Luis Alfonso de Alba, désigné l'an dernier pour organiser un ambitieux sommet sur l'environnement en septembre, à New York, se trouvait à Washington la semaine dernière pour rencontrer des responsables américains. Des réunions « très positives » s'y sont tenues, a-t-il fait savoir. Les responsables américains « ont convenu que beaucoup restait à faire » et ont

encouragé l'ONU à pousser les autres pays à faire plus, malgré la décision des Etats-Unis, a-t-il affirmé, ajoutant : « Ils attendent que ces pays le fassent ».

Dans le cadre de l'accord de Paris, les Nations unies poussent les gouvernements dans l'objectif de réduire de 45% les gaz à effet de serre sur les dix ans à venir et d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Luis Alfonso Alba souhaite que davantage d'efforts soient

consentis pour que les Etats puissent revoir leurs engagements à la hausse. « Nous devons accroître notre ambition de façon radicale (...). Nous ne parlons pas d'une approche progressive, mais d'une augmentation draconienne », a-t-il précisé. Les Etats-Unis sont le pays qui pollue le plus au monde après la Chine.

Selon l'accord de Paris, les pays signataires s'étaient engagés à annoncer d'ici à 2020 de nouveaux efforts

pour muscler leur plan national de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, afin de tenter de contenir la hausse mondiale des températures. Au total, cent quatre-vingt-dix-sept parties ont signé le document en 2015, et cent quatre-vingt-six l'ont depuis ratifié. Les Etats-Unis de Donald Trump ont, de leur côté, décidé de se retirer de l'accord, mais ce retrait ne sera effectif qu'en 2020.

Nestor N'Gampoula

PARUTION

«Introduction à la philosophie contemporaine. Ecoles, systèmes et figures emblématiques» de Giscard Kevin Dessinga

Publié en 2019 aux éditions Publibook, le livre vient combler deux attentes: le déficit des «Manuels d'histoire de la philosophie» dans l'enseignement en Afrique et au Congo et l'absence d'un «Précis clair et laconique de philosophie» comme une espèce de propédeutique à l'étude et à la compréhension de cette discipline par des débutants.

«Introduction à la philosophie contemporaine. Ecoles, systèmes et figures emblématiques» est un livre pour tous : élèves, étudiants, enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs, écrit dans un style clair et simple à la limite de l'oralité. Cet ouvrage est un acte d'amour. Au fil des pages, l'auteur cherche à communiquer à ses lecteurs ce qu'il a de plus cher, la philosophie. En effet, l'histoire de la philosophie en général et celle de la philosophie contemporaine en particulier, affirme l'auteur, est d'abord et avant tout, l'histoire d'hommes et de femmes qui ont essayé, chacun à sa manière, de répondre, d'une part, aux sempiternelles questions de la condition humaine, d'autre part, aux problèmes qui se sont posés et imposés à eux. Elle est ensuite l'histoire des problèmes philosophiques.

Un livre qui aborde la quasi-totalité des problèmes de la vie

L'histoire de la philosophie n'est en réalité que l'histoire des pro-

blèmes philosophiques, de la manière dont chaque penseur a essayé et en fonction de la réalité de son époque d'aborder et de répondre à telle ou telle autre question. Il s'agit en réalité de l'histoire d'une longue galerie d'hommes et de femmes, qui ont affronté avec courage, détermination, de façon rationnelle, systématique et critique les grandes questions de tous les temps et de toujours. Problèmes de l'existence, à savoir D'où venons-nous et où allons-nous ? Pourquoi la maladie, la souffrance et la mort ? Ou encore Problèmes de liberté : l'homme est-il libre ou déterminé ? Problèmes politiques : quelle est la meilleure forme de gouvernement ? Qui doit commander, tous ou un seul, un seul ou un petit groupe ? Problèmes d'histoire : l'histoire a-t-elle un sens ? Problèmes de valeurs : comment justifions-nous nos valeurs ? L'avortement est-il un problème scientifique ou éthique ? Problèmes familiaux : qu'est-ce qui est naturel, la polygamie ou la monogamie ? Problème de la liberté : l'homme

est-il libre ou déterminé ? Problème cosmologique : qu'est-ce qu'il y a à la base de tout ce que nous voyons, quelle est la particule la plus élémentaire ? Problème de la connaissance : l'esprit humain est-il capable d'atteindre la vérité ? Quelle est la portée, la valeur et les limites de notre connaissance ?

Aux problèmes nouveaux, de nouvelles solutions. Telle est la spécificité de l'époque contemporaine, rappelle l'auteur. Avec le triomphe de la science et de la technique, il faut oser prendre position. L'auteur s'est référé au penseur Auguste Comte, par exemple, avec sa théorie de la loi des trois états (état théologique ; état métaphysique : appel aux concepts et entités abstraites ; état positif : triomphe de technoscience), qui chante la gloire de la science et de la technologie. Ernest Renan, pour sa part, n'hésitera pas à s'écrier : « La science et la bienfaitrice de l'humanité ». Par ailleurs, avec l'industrialisation, l'urbanisation et l'exode rural, de problèmes nouveaux se posent, notamment l'exploitation et la paupérisation des ouvriers. Karl Marx, en publiant en 1848, avec son ami et collaborateur Engels, «Manifeste du parti communiste», initiera un mouvement qui divi-

sera le monde en deux : capitalisme et communiste, URSS-Etats-Unis et ses alliés, écrit l'auteur. « La conclusion du manifeste n'est-elle pas en fin de compte un appel à la révolution : prolétaires du monde entier unissez-vous », ajoute-t-il.

L'auteur écrit qu'avec la révolution cybernétique, l'homme pense désormais se passer de toute référence à l'absolu : c'est le temps de l'athéisme théorique. Contre la science et la philosophie systématique des temps modernes se lèveront d'autres voix : Nietzsche, Schopenhauer. Soeren Kierkegaard, lui, défendra la cause de l'individu, en chair et en os, contre les idées d'universalité et de nécessité chères à Hegel, précise-t-il. Avant d'ajouter qu'il sera plus tard repris par bien d'autres penseurs et considéré comme



Giscard Kevin Dessinga

Introduction à la philosophie contemporaine

Problèmes, écoles et figures emblématiques

PUBLIBOOK

le père du mouvement existentialiste qui lui, à son tour, sera divisé en deux : le versant athée (Martin Heidegger, Jean-Paul Sartre) et le versant chrétien (Gabriel Marcel). Du côté anglo-saxonne surtout, et non seulement, d'autres courants tels que l'utilitarisme, le pragmatisme, la philosophie du langage, analytique et des sciences seront également au rendez-vous, indique-t-on dans l'ouvrage.

Bruno Okokana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

INVITATION

Les Dépêches de Brazzaville vous prient de prendre part à la séance de déclamation des poèmes « Gourmandise Poétique »

Poète à l'honneur : Serge Eugène GHOMA-BOUBANGA

Date : Vendredi 31 mai 2019

Heure : 15 h 00

Lieu : Librairie Les Manguiers (Les Dépêches de Brazzaville)

Pour tout renseignement : 09 885 84 94 / 00 331 0348

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

CDE

NÉCROLOGIE

Alexis Placide Ossoka et les enfants Itoua ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances des villages Ossonga, Kangini et Mbémbe à Owando du décès de leur frère et père Norbert Itoua (vieux Atyce) survenu le 29 mai 2019 au CHUB. La veillée se tient au domicile du défunt n° 130 de la rue Mbé (Réf : quartier Manhattan, arrêt Manguier, grand lavage) à Talangai. Le programme et la date des obsèques seront communiqués ultérieurement.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Le Congo abritera le forum des parlementaires d'Afrique centrale

Les préparatifs de l'événement sous-régional prévu en octobre ont constitué la toile de fond des échanges que le président de l'Assemblée nationale, président de l'Alliance parlementaire congolaise pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Apcsan), Isidore Mvouba, a eus le 29 mai avec la représentante de la FAO au Congo, Suze Percy Filippini.

Organisé par le parlement congolais, à travers l'Apcsan, en partenariat avec les agences du système des Nations unies, le prochain forum de Brazzaville aura pour but d'encourager les autres parlements d'Afrique centrale à créer leurs alliances parlementaires pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. « Comme vous le savez, le Congo est le premier pays de la sous-région à avoir mis en place son alliance. Donc les parlementaires viendront apprendre du Congo parce qu'ils trouvent que c'est important de venir vers un grand-frère puisqu'ils veulent aussi



Le président de l'Assemblée nationale posant avec la représentante de la FAO et les autres membres du bureau de l'Apcsan. Sylvestre Nkounkou photo

créer leurs alliances », a expliqué Suze Percy Filippini à la presse.

En effet, prélude à ce forum, un atelier de préparation sera organisé à la mi-juin par l'Apcsan avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour

l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial

et l'Organisation mondiale de la santé.

Notons que cet entretien s'est déroulé en présence d'autres membres du bureau de l'Apcsan.

Parfait Wilfried Douniama

DÉPARTEMENT DU POOL

Plus de mille quatre cents ménages recevront des kits agricoles

Le matériel destiné aux bénéficiaires a été remis symboliquement, le 28 mai à Brazzaville, à la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, par le représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Maleye Diop.

ceux de jardin pour le montage de serres de 2,20m...

Il s'agit des équipements agricoles à usage collectif et seront destinés aux différentes communautés réparties dans huit districts du Pool, à savoir Goma Tsé-Tsé, Mbandza-Ndounga, Kinkala-district, Mindouli, Kimba, Mayama, Kindamba et Vindza.

néficiaire à reconstruire progressivement son actif agricole », a souligné Maleye Diop.

Financée par le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (Cerf), cette assistance vise à contribuer au retour de la paix et de la cohésion sociale dans cette partie du Congo. Elle vise également à rétablir le dialogue communautaire et à permettre la relance des activités économiques locales. La distribution de ces outils est confiée à l'ONG Action de secours d'urgence et de développement humanitaire (Asudh).

La formation des bénéficiaires constitue un autre défi, estime-t-on du côté du gouvernement.

« La culture sous cerf est une nouvelle façon de travail plus productive mais, elle nécessite une formation.

Pour cela, l'Asudh nous aidera dans la distribution et la formation de la population pour l'installation,

l'utilisation, l'entretien et la maintenance de ces nouveaux équipements », a indiqué Antoinette Dinga-Dzondo.

Notons que la première phase de l'opération de distribution du matériel avait eu lieu le 26 avril dernier, à Kinkala, le chef-lieu du département du Pool.

Gloria Lossele (Stagiaire)



La ministre recevant un échantillon du matériel

Le don s'inscrit dans le cadre du lancement de la deuxième phase de distribution du matériel agricole aux ménages en situation de vulnérabilité. Le lot est composé, entre autres, de motopompes, moulins pour foufou, tuyaux d'aspiration d'eau, tuyaux d'arrosage, ombrières et bâches thermiques de serres, doubles paires d'ar-

ceux de jardin pour le montage de serres de 2,20m... Il s'agit des équipements agricoles à usage collectif et seront destinés aux différentes communautés réparties dans huit districts du Pool, à savoir Goma Tsé-Tsé, Mbandza-Ndounga, Kinkala-district, Mindouli, Kimba, Mayama, Kindamba et Vindza.

PCT

Les cotisations pour le congrès seront bouclées le 25 juin

Initialement prévue pour le 5 juin, la date limite de versement des contributions spéciales des militants pour les assises ordinaires du Parti congolais du travail (PCT), les cinquièmes du genre, a été rallongée au 25 du même mois.

Le secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo, a donné l'information le 29 mai à Brazzaville au cours d'une conférence de presse. En outre, il a mis à profit cette occasion pour apporter des éclaircissements sur certains sujets de l'actualité nationale.

Répondant à la question relative à la mission de travail du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, en Russie, dans un contexte où le Congo négocie la conclusion d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) pour le rééchelonnement de sa dette, Pierre Ngolo a indiqué que le pays a l'obligation de diversifier ses partenaires.

De plus, il a rappelé que la Russie et le Congo entretiennent depuis plusieurs années des relations séculaires de coopération et d'amitié. Si d'autres puissances économiques peuvent voir le rapprochement Congo-Russie comme un motif de compromettre la signature entre le pays et le FMI, a-t-il déclaré, c'est une manière erronée de concevoir les relations multilatérales entre les Etats.

Abordant le point sur le cumul

des fonctions qui lui est reproché parce que président du Sénat et secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo a tout simplement expliqué que dès son élection comme président de la chambre haute du parlement, il avait consulté la direction politique du parti qui l'a assuré que ce n'était pas un cumul paralysant.

À propos de la protection voilée des présumés auteurs de détournement des deniers publics pratiquée par le PCT et la majorité présidentielle, le secrétaire général n'a pas été clair dans sa réponse, se contentant de dire que la justice est libre de faire son travail. La démocratie, a-t-il renchéri, ne s'accommode pas avec l'arbitraire.

Par ailleurs, Pierre Ngolo a confirmé que le congrès doit avoir lieu cette année, parce que, a-t-il ajouté, il y a eu déjà deux reports consécutifs en 2016 et 2018. Réagissant à une question d'un journaliste qui pense que l'insuffisance des moyens financiers après les cotisations spéciales pourrait compromettre la tenue du congrès, le secrétaire général n'a pas semblé partagé cet avis.

Un journaliste a voulu savoir comment le PCT se prépare pour 2021, année de la tenue de l'élection présidentielle. Pierre Ngolo a simplement répondu que sa formation politique est consciente de sa responsabilité et elle se prépare en conséquence.

Roger Ngombé

GESTION FORESTIÈRE

Les indicateurs de performance validés

Le gouvernement congolais peut désormais évaluer la proportion de la population utilisant le bois comme source d'énergie, la quantité de bois rond industriel produite pendant une période donnée dans le pays.

Les indicateurs de suivi des Objectifs de développement durable (ODD) relatifs aux forêts ont été adoptés le 24 mai, à Brazzaville, à l'issue d'un atelier qui avait réuni les membres de la coordination nationale de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) ; les cadres sectoriels ; l'Institut national de la statistique ainsi que les acteurs de la société civile.

En effet, la rencontre s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à l'élaboration des directives de la Comifac pour le suivi des ODD relatifs aux forêts. Le but de ce projet à vocation sous-régionale est de parvenir à éradiquer la pauvreté, à améliorer la santé de la population, à bâtir des villes durables et à lutter contre les changements climatiques.

Ce nouvel outil de développement durable vient renforcer les efforts réalisés par le Congo pour conserver son écosystème forestier, à en croire le directeur général de l'Économie forestière, Joseph Mouibouliou. « Il s'agit de doter la Comifac d'un outil d'évaluation des efforts des États membres dans la mise en œuvre des ODD en général et ceux relatifs aux forêts en particulier », a-t-il fait savoir.

Quant à leur contenu, les indicateurs de performance permettent de garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. Ils portent sur les quantités de bois prélevés dans les plantations forestières dédiées à la production du bois énergie, la façon de répondre au problème d'accès à la ressource en bois énergie, la proportion des ménages utilisant les énergies renouvelables par catégorie...

Ces indicateurs traitent aussi de la question de l'exploitation industrielle, notamment de la quantité de sciage vendu sur le marché local, des panneaux à base de bois vendus sur le marché local, de l'indice de consommation des sciages par habitant, de la quantité de charbon de bois et des perches vendus sur le marché local.

Enfin, ils portent sur le nombre des usines de transformation ; de forêts certifiées gestion durable, de certificat de chaîne de traçabilité et de documents de promotion de l'achat public de bois d'œuvre issu de forêts aménagées ; la proportion de panneaux à base de bois venant d'usines certifiées ; le volume de bois issu de l'achat public de bois d'œuvre provenant de forêts gérées aménagées, etc.

Fiacre Kombo

ACTION HUMANITAIRE

Le Rotary international au service des personnes vulnérables à Enyellé

L'ONG a mené dans la localité une campagne d'actions sanitaires, du 13 au 28 mai, avec pour objectif de dispenser les soins de santé au peuple autochtone qui souffre de la maladie du pian ainsi qu'à la population bantoue du district.

Fruit d'un partenariat entre le gouvernement congolais, l'ONG italienne Ali Pervolare et le Rotary international, la campagne a été lancée au centre de santé intégré d'Enyellé, dans le département de la Likouala, en présence des autorités politiques et administratives locales, des représentants de la société civile et des notabilités traditionnelles.

Le sous-préfet d'Enyellé, Robert Keket, a loué l'initiative du Rotary international qui a pensé à sa circonscription administrative. « C'est déjà pour la quatrième fois que le Rotary Club Brazzaville-centre intervient dans ce district. La dernière action remonte à 2017 et portait sur la remise d'un don d'équipement sanitaires au centre de santé intégré (CSI) d'Enyellé », a-t-il relevé. Il a invité la population à saisir l'occasion de cette campagne d'actions sanitaires gratuite pour se faire diagnostiquer les maux dont elle souffre. Le médecin chef du district sanitaire d'Enyellé, le Dr Abiguel Mattingou, s'est réjoui d'accueillir la

mission Rotary-Ali Pervolare. Il a salué le lot de produits pharmaceutiques qu'elle a apporté, avant de déclarer son entière disponibilité à conduire techniquement cette campagne d'actions sanitaires qui, pour lui, est la première depuis son arrivée à la tête de ce district sanitaire. Cette campagne s'est déroulée dans les centres de santé publics dont les agents apportent l'appui technique nécessaire, grâce à l'accord du gouvernement sollicité par le Rotary à cette fin.

Le pian, une maladie bactérienne et non d'origine mystique

Après Enyellé centre et les villages environnants situés sur la route principale Enyellé-Moali, les équipes médicales se sont déployées dans les villages enclavés, où plusieurs cas de pian ont été détectés et traités. Outre le traitement, la mission médicale a également mis l'accent sur la sensibilisation de la population, des chefs de village, à propos de l'origine du pian.



Lancement de la campagne d'actions sanitaires

Contrairement aux idées reçues dans le milieu des peuples autochtones, le pian n'est pas d'origine mystique mais plutôt une maladie bactérienne facilement soignée avec des antibiotiques, a fait comprendre la mission sanitaire.

Par ailleurs, la mission a formé le personnel médical sur la prise en charge de cette maladie qui gagne du terrain dans ce département et qui attend la mise en œuvre d'un autre Global Grant

qui vient d'être approuvé au profit du district sanitaire d'Enyellé, accent particulier sur la lutte contre le pian. C'est une bonne nouvelle, selon un agent du CSI d'Enyellé, qui réagissait à l'annonce, par le représentant du Rotary Club Brazzaville-Centre.

Cette campagne d'actions sanitaires dont la seconde aura lieu dans la Cuvette ouest, notamment à Etoumbi et Mbomo, est financée dans le cadre d'un

Global grant. Selon un représentant du Rotary club Brazzaville-centre, la fondation Rotary, les Rotary club de la Sicile en Italie et les fonds spéciaux du district 9150 ont contribué à son financement visant à prévenir et à lutter contre certaines pathologies qui sévissent dans les régions forestières du nord Congo, à l'instar du pian, de la variole de singe, du paludisme et de bien d'autres qui battent le record des consultations.

Bruno Okokana

LÉKOUMOU

Les autochtones impliqués dans la sécurité alimentaire

Une vingtaine de jeunes et femmes autochtones suit une formation qui leur permettra de se lancer dans les activités agricoles, afin de lutter contre la malnutrition et améliorer leurs revenus.



La population autochtone bénéficiaire du projet, en compagnie des autorités locales./DR

La problématique de la sécurité alimentaire nécessite la mobilisation de toutes les couches sociales. Ce qui explique l'intérêt du projet de formation agricole de la population autochtone, dans le département de la Lékoumou, fondée sur l'apprentissage de la culture des denrées alimentaires, notamment le maïs ainsi que sa transformation. Le projet, initié par Karine Zere Nzimba, est exécuté par son Association debout femmes autochtones du Congo, avec l'appui financier du Fonds international de développement agricole à travers l'association Samburu Women Trust, une branche de cette institution qui s'occupe des questions des autochtones au niveau de la sous-région d'Afrique centrale. La formation de ces autoch-

tones va durer deux ans, avec pour finalité de mettre en place des coopératives pour une grande mobilisation de cette population autour des activités agricoles. Par la suite, ceux qui sont formés se mettront à la disposition des autres en relayant les connaissances acquises en matière agricole et de contrôle nutritionnel dans les cent quarante-cinq foyers du village Ingolo II. Les autorités locales, notamment le sous-préfet de Zanaga, Frédéric Ngoulou, et la directrice départementale des Peuples autochtones de la Lékoumou, Mariette Tchibouka Tchikaya, qui ont assisté au lancement du projet, apporteront sans nul doute leur pierre à l'édifice.

Larsain Polmer Nkenda Zasset
(stagiaire)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Quatre cent quatre-vingt seize candidats passent le Cfeen

Les épreuves pratiques d'éducation physique des finalistes de l'Ecole normale des instituteurs (ENI) ont débuté le 28 mai, au niveau national. L'examen leur permettra d'obtenir le Certificat de fin d'études des écoles normales (Cfeen).

Brazzaville seule compte deux cent trente-sept candidats répartis dans six centres. Parmi ce nombre, vingt-six candidats passent le test pour le niveau préscolaire.

Le ministre de tutelle, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes, en compagnie de sa délégation, a effectué une descente dans ces différents centres d'examen afin de se rendre compte du déroulement des épreuves.

Le constat sur le terrain a montré le savoir-faire de ces finalistes après un stage d'apprentissage d'une année. L'examen se déroule pendant quatre jours sur l'animation scolaire pour les élèves de l'école primaire et sur l'éducation motrice au préscolaire selon le choix du sujet des candidats.



Le ministre et sa délégation assistant à la séance pratique./Adiac

La première journée a été consacrée aux disciplines comme la course, le relais pour les élèves de l'école primaire, etc. Au préscolaire, les sujets ont porté sur les jeux d'éveil avec pour sujet la « basse poule » et bien d'autres.

Au terme de la visite, le directeur des examens et concours de l'Enseignement technique, Joseph Moukila, a expliqué que ce département a lancé un long marathon des examens depuis le 7 mai.

Les leçons, a-t-il poursuivi,

ont été bien assimilées car les candidats ont eu tout le temps de se préparer, ajoutant que ceux qui font les arts ménagers sont évalués sur la coupe couture et la broderie.

L'animation sportive au primaire consiste à enseigner certaines activités sportives aux enfants, tandis qu'au niveau préscolaire, l'éducation motrice développe chez les petits enfants certains réflexes pour leur permettre d'avoir dès le bas âge la culture du sport.

Lydie Gisèle Oko



Des forfaits décalés pour
**APPELER TOUS
LES RÉSEAUX**



MASOLO XL

LE RESEAU DES SMARTPHONES

***121*1*2#**

LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

Le plan opérationnel 2019-2021 en élaboration

Le programme triennal de riposte devant permettre au Congo de booster la famine fait l'objet d'un atelier ouvert le 29 mai, à Brazzaville, consacré à son élaboration et son adoption.

Les membres du Comité ad hoc national de lutte contre la malnutrition, les institutions d'aide au développement telles que le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) ainsi que quelques conseillers du chef de l'Etat participent à l'atelier de validation.

Jusqu'au 2 juin, sous l'égide du secrétaire général de la présidence de la République, point focal de lutte contre la malnutrition au Congo, Jean-Baptiste Ondaye, ces experts devraient travailler avec minutie de manière à rendre le document disponible. La tâche à réaliser consiste, entre autres, à compiler et consolider les informations recueillies auprès des groupes de travail sectoriels mis en place à cet effet ainsi qu'à produire et adopter le corpus du cadre

opérationnel de lutte contre la malnutrition au Congo.

L'atelier se tient autour de quatre groupes de travail, regroupant chacun des thématiques spécifiques. Le premier groupe, animé par la FAO et le PAM, réunit les acteurs agricoles, forestiers, de l'industrie, de la pêche, du commerce, du tourisme et de l'environnement.

Le deuxième, composé de l'Unicef et l'OMS, planche sur des questions de santé publique, des affaires sociales et d'enseignement primaire.

Le troisième, pour sa part, coordonné par le Pnud, s'en charge des questions du plan et des affaires foncières.

Quant au dernier groupe, les participants examinent les problématiques liées à l'intégration de la femme, l'énergie et l'hydraulique, l'équipement et l'entretien routier, l'enseignement technique et supérieur, les hydrocarbures, les zones économiques spéciales et la recherche scientifique.

« Le Congo dispose aujourd'hui d'un document de politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'implémentation de cette politique nécessite un cadre opérationnel qui nous permettra de disposer de



Les participants/Adiac

toutes les informations sur les actions à mener ainsi que leur costing. Grâce au plan opérationnel, il sera possible de mieux cerner la situation des inputs pour envisager avec clairvoyance les indicateurs de suivi et d'évaluation des produits », a précisé le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Baptiste Ondaye, qui a patronné les travaux. Pour sa part, la représentante de la FAO au Congo, coordonneuse

donneuse par intérim du système des Nations unies, a estimé que le pays dispose des atouts naturels pouvant mettre un terme à la malnutrition.

« L'Afrique est la région la plus touchée par la malnutrition dans le monde, avec des proportions qui atteignent pas moins de 28% de sa population, soit quatre fois plus que le niveau observé dans d'autres régions du monde. Elle fait partie des régions où l'insécurité alimentaire

prend de l'ampleur, notamment en Afrique subsaharienne où l'on note une progression de 3%. S'agissant du Congo, le pays regorge d'énormes potentialités naturelles, capables d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de sa population, si sa production occupait sa vraie place dans le développement du pays », a souligné Suze Percy Filippini.

Firman Oyé



L'ECOLE AFRICAINE DES METIERS DE L'ARCHITECTURE ET DE L'URBANISME (EAMAU), basée à Lomé au Togo est une institution inter-états d'enseignement supérieur et de recherche. Elle fut fondée par une résolution du sommet des Chefs d'Etats de l'OCAM en 1975. L'EAMAU a une triple vocation : l'enseignement, la recherche et l'expertise. Elle a pour mission de former des Architectes, des Urbanistes et des Gestionnaires urbains et de favoriser le recyclage et le perfectionnement des anciens architectes et urbanistes en vue d'assurer la mise à jour et l'amélioration de leurs connaissances. A ce jour, le service de l'EAMAU s'étend sur 14 pays d'Afrique francophone au Sud du Sahara (8 pays de l'Afrique de l'ouest : Bénin, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et 6 Pays de l'Afrique Centrale : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale Tchad.

Dans le but de renforcer l'équipe du corps des enseignants permanents, l'EAMAU recrute :

DEUX ENSEIGNANT(E)S PROFESSIONNELS AP : UN (01) ARCHITECTE (H/F) ET UN (1) URBANISTE (H/F)

ACTIVITES :

Les enseignants auront pour fonction principale :

- l'enseignement des cours magistraux dans leur domaine de compétence,
- la participation aux ateliers de fin de semestres,
- la participation aux projets et aux séminaires de formation des étudiants,
- la participation aux différents jurys de validation dans le processus de suivi des étudiants au cours de leur formation ;
- l'encadrement des diplômés dans le cadre de leurs travaux de fin d'études.

Profil requis :

- Etre de nationalité de l'un des pays membres de l'EAMAU,
- Etre Architecte et/ou Urbaniste diplômé au moins BAC+5 dans le domaine recherché,
- Avoir une expérience professionnelle (pratique du métier) d'au moins cinq (5) ans,
- Avoir une expérience d'au moins cinq (5) ans comme enseignant dans l'enseignement supérieur dans le domaine,
- Etre membre de l'ordre des Architectes ou de l'ordre des Urbanistes du pays d'origine,
- Un prix d'excellence ou toutes autres distinctions académiques similaires dans le cadre de la formation et de l'activité professionnelle seraient un atout.

Qualités requises aux postes :

- Avoir la vocation et aimer l'enseignement,
- Etre d'une grande rigueur, discipliné et organisé,
- Etre disponible et le cas échéant n'avoir aucun inconvénient à s'établir à Lomé (Togo),
- Avoir un esprit de synthèse et être capable de travailler sous pression avec les services administratifs chargés de l'environnement, les partenaires sociaux etc.

Composition du dossier des candidatures :

Le dossier de candidature doit comprendre :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum vitae,
- Une copie légalisée de l'acte de naissance,
- Une copie légalisée du certificat de nationalité,
- Les copies certifiées de tous les diplômes, depuis le baccalauréat jusqu'au dernier diplôme de la spécialité,
- Les copies des attestations de travail,
- Les copies des attestations d'inscription à l'ordre professionnel du ou des pays d'exercice,
- Toutes autres attestations jugées utiles par le candidat.

POUR POSTULER :



www.eamau.org

NB :

- Le dépôt de la candidature en ligne sur le site ci-dessus indiqué est obligatoire et prend fin le **14 juin 2019 à 15h30**.
- Les dossiers physiques doivent parvenir à l'EAMAU à l'adresse suivante : **EAMAU 422, rue des Balises BP 2067 Lomé TOGO** au plus tard le **14 juin 2019 à 15h30**; le cachet de la poste faisant foi.
- Le titre du poste souhaité doit être clairement mentionné sur l'enveloppe ;
- La quasi-totalité des activités de l'enseignement se dérouleront à Lomé au Togo, siège de l'EAMAU ;
- Seuls les candidats présélectionnés seront contactés et aucun dossier de candidature ne sera retourné aux candidats ;
- Les pièces suivantes seront exigées aux candidats retenus à la fin du processus de recrutement :
 - Un casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois,
 - Un certificat médical datant de moins de trois (03) mois attestant que le candidat est apte à exercer l'emploi.
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Le Directeur Général

Dr DEMBELE Moussa



SIXIÈME ÉDITION DU CARROUSEL DE LA MODE

La beauté africaine célébrée dans la ville océane

Du 29 mai au 25 juin, les mannequins venus de partout vont rivaliser ardemment au complexe Le Lagon pour présenter au public le fruit de l'ingéniosité des créateurs du continent.

Le festival Carrousel international de la mode est une occasion de présenter et valoriser les œuvres des créateurs africains afin qu'ils puissent trouver une place dans l'industrie de la mode. L'événement se veut comme une vitrine du secteur, des créations des stylistes modèles. Il permet au grand public de découvrir le talent des acteurs de l'industrie et les richesses culturelles non seulement du Congo mais également de toute l'Afrique.

Au-delà des défilés de mode qui seront organisés pour mettre en lumière de nouvelles icônes, il sera également question d'associer d'autres acteurs et professionnels de la mode à ce rendez-vous culturel. Pour cette sixième édition, dix pays ont

été invités dont la France, le Bénin, le Burkina Faso, l'Angola, le Gabon, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Pendant les cinq jours d'activité, les festivaliers découvriront un alléchant menu valorisant le textile ainsi que d'autres secteurs liés à l'esthétique. En lançant cette édition, Pascaline Kabre Turmel, la promotrice, a rappelé que le festival Carrousel international de la mode est une activité qui permet de propulser des jeunes stylistes, coiffeurs, maquilleurs et mannequins sur le devant de la scène. « Depuis 2006, notre vision et notre engagement pour l'industrie de la mode n'ont pas changé. Nous misons sur l'éclosion des talents, la promotion de l'art vestimentaire, de la beauté et de l'esthétique dans cette ville historique qui est Pointe-Noire », a-t-elle dit.

En effet, le Carrousel international de la mode célèbre, chaque année, la beauté africaine et la créativité en République du Congo. Pour cette



Les organisateurs du Carrousel pendant le lancement officiel

sixième édition, l'organisation a décidé d'intégrer deux modules de formation pour les amateurs et autres professionnels du maquillage. Ce master class sera animé par la make up, Lauren Morgan, artiste internationale venue de France pour par-

tager son savoir-faire avec ses paires. Au programme de cet événement, il y aura un défilé-concours des nouveaux talents, des formations make up pour les débutants et les professionnels, une conférence-débat sur le thème « La mode africaine

comme levier de développement et d'entrepreneuriat des jeunes ».

Une cérémonie de remise des attestations make up et une nuit de la mode qui sera marquée par un défilé international boucleront ces retrouvailles.

Hugues Prosper Mabonzo

MUSIQUE

Sam Talanis dévoile son deuxième clip de l'album «Symbiose»

«Marina fille des îles», extrait de l'album de l'artiste, est actuellement en visionnage sur les canaux de diffusion appropriés.



Copie écran du clip «Marina fille des îles» de Sam Talanis» extrait de l'album «Symbiose»

La sortie du clip était prévue le 1er mai dernier. Mais une belle coïncidence a permis de le découvrir le jour de l'anniversaire du médecin-artiste, le 28 mai, soit trois mois après la sortie du titre phare «Serment d'amour» de l'album «Symbiose» de douze titres.

Les mélomanes étaient curieux de savoir à quoi ressemblerait le deuxième clip, une gageure !

Dans ce nouveau clip, dont la réalisation de Dan Scott, jeune réalisateur de Pointe-Noire est satisfaisante, l'artiste place sa chanson dans un décor idyllique des plages de Ngoyo près de la capitale économique congolaise / plages homologuées par l'Office du tourisme du Congo où il apparaît, tantôt au bord de l'océan en compagnie d'une jolie fille, tantôt seul dans un salon cossu. Il s'en acquitte avec brio, alliant images, sons musicaux et paroles d'une chan-

son d'amour au rythme du «Zouk».

Il nous parle d'une fille des îles rencontrée dans une rue de Paris. Depuis, elle hante ses nuits et il cherche à la conquérir. Elle s'éloigne de plus en plus alors qu'il est épris d'elle. Pourtant, elle n'a que « deux pieds et veut poursuivre dix chemins à la fois ». Celle-ci devait prendre en modèle le chien qui, lui, est muni de quatre pattes mais n'en poursuit qu'un seul !, chante, avec sa voix typique, Sam Talanis dans «Marina fille des îles».

L'artiste est allé, en début d'année, au Congo pour la campagne de promotion de son album. Il espère y repartir avec l'aide d'éventuels mécènes pour une tournée dans tous les chefs-lieux de département.

A découvrir absolument !

Marie Alfred Ngoma

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Le recrutement des enseignants au menu d'un échange entre Hugues Ngouélondélé et Basile Ngoli

La rencontre du 28 mai entre le ministre des Sports et de l'éducation physique et les membres de la Fédération des travailleurs de la science, des sports, de l'enseignement, de l'information et de la culture (Fétrasseic) a débouché sur la mise en place d'une commission syndicat-cabinet pour le suivi des dossiers des enseignants de l'éducation physique en attente du recrutement à la Fonction publique.



Le ministre saluant les membres de la Fétrasseic

Les échanges étaient axés sur trois points essentiels : les statuts particuliers des enseignants de l'Éducation physique et sportive (EPS), le recrutement et la Commission administrative paritaire (Capa). « Sur les statuts, la com-

« Sur les statuts, la commission qui avait reçu mission de suivre le dossier nous a situés sur la procédure de cheminement des dossiers ».

mission qui avait reçu mission de suivre le dossier nous a situés sur la procédure de cheminement des dossiers », a expliqué Basile Ngoli, le secrétaire général de la Fétrasseic. Il s'est dit satisfait de l'engagement du

ministre qui, selon lui, a lui-même transmis les dossiers relatifs au recrutement à la Fonction publique. « Nous avons admiré et appuyé cette initiative », a-t-il souligné. Les échanges avec Hugues Ngouélondélé ont permis à la Fétrasseic de donner l'information de l'interpellation du gouvernement par cette fédération pour l'organisation du guichet unique. « Avec l'organisation d'un guichet unique, tous les travailleurs seront soulagés. Chacun y trouvera son compte », a conclu Basile Ngoli. En rappel, ils sont au nombre de 2319 enseignants d'EPS au Congo sortis de l'Institut national de la jeunesse et de sports et de l'Institut supérieur d'éducation physique et de sports qui attendent que leur situation soit débloquée.

James Golden Eloué

COOPÉRATION

Le Royaume-Uni souhaite raffermir ses relations avec le Congo

Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, s'est entretenu, le 29 mai, à la résidence du Plateau, avec la ministre britannique pour l'Afrique, Harriett Baldwin. Leur échange a porté sur la consolidation du partenariat entre Londres et Brazzaville.

« C'est avec grand plaisir que j'ai rencontré le président pour la première fois. Je lui ai dit notre volonté d'approfondir les relations entre nos deux pays, notamment dans le domaine du commerce et de nos liens culturels », a confié le ministre britannique à sa sortie d'audience.

Notons que c'est fort de l'excellence des relations bilatérales que la République du Congo compte ouvrir prochainement une ambassade au Royaume-Uni.

Harriett Baldwin, dont le pays soutient la lutte contre le virus Ebola en République démocratique du Congo, a saisi cette opportunité pour partager des pistes de solution susceptibles de combattre efficacement l'épidémie dévastatrice qui sévit actuellement dans ce pays.

L'actuelle ministre britannique pour l'Afrique, membre du parti conservateur dans son pays, occupe cette fonction depuis 2018.

Nestor N'Gampoula

BONNE GOUVERNANCE

L'Assemblée nationale attend du gouvernement la transmission de quelques documents

Le président de la chambre basse du Parlement, Isidore Mvouba, a rappelé le 27 mai, lors de la conférence des présidents en présence du Premier ministre, Clément Mouamba, que les deux institutions avaient vocation à trouver, de manière concertée et harmonieuse, des solutions susceptibles d'améliorer leur fonctionnement.

Conformément aux textes en vigueur dans le pays, le gouvernement devrait transmettre au Parlement un certain nombre de documents devant participer à la bonne gouvernance et au contrôle de l'action gouvernementale. Parmi ces éléments, Isidore Mvouba a cité les rapports trimestriels sur l'exécution du budget en recettes et en dépenses, conformément au 8e alinéa de l'article 83 de la loi organique n°36-2017 du 30 octobre 2017. Ainsi, selon lui, l'Assemblée nationale attend le rapport du premier trimestre de l'année en cours.

Il a également réaffirmé au chef du gouvernement le démarrage, à compter du 1er juin, de la mission du rapporteur général des recettes et des rapporteurs spéciaux des dépenses. Le gouvernement est aussi tenu de transmettre au parlement des documents de cadrage à moyen terme. « Chaque année, vous le savez, au plus tard le 30 mai, le gouvernement se doit de transmettre au par-

lement les documents de cadrage à moyen terme, tels que définis à l'article 10 de la loi organique sus-citée. Ces documents sont accompagnés d'un rapport sur la situation macroéconomique et d'un rapport sur l'exécution du budget de l'exercice en cours, après examen et adoption en Conseil des ministres », a rappelé le président de l'Assemblée nationale.

Sans être exhaustif, Isidore Mvouba a ensuite évoqué la tenue du débat d'orientation budgétaire en séance publique avant le 1er juillet. Un débat qui ne donne pas lieu à un vote. « Monsieur le Premier ministre, ces rappels sont indiqués, ici et maintenant, pour permettre au gouvernement de s'y préparer et d'être à jour ... », a-t-il précisé.

Notons que la sixième session ordinaire administrative de l'Assemblée nationale s'ouvre le 3 juin, soit aux lendemains de la visite officielle effectuée à Moscou par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, sur invitation de son homologue russe, Vladimir Poutine. D'après Isidore Mvouba, cette visite au Kremlin et à la Douma d'Etat a été sans nul doute d'un grand enjeu politique, diplomatique et économique. « Ce fut un moment inoubliable qui a montré la convergence de vues entre deux esprits éclairés. Ce fut, en effet, la rencontre entre deux grands hommes d'Etat qui sera

inscrite en lettres d'or dans les annales de l'histoire de la coopération russo-congolaise portée au niveau de partenariat stratégique. Ce fut la rencontre au travers de leurs dirigeants respectifs de deux peuples unis par une vieille amitié qui a traversé les contingences et les aléas de l'histoire », a commenté le président de l'Assemblée nationale, parlant d'une amitié solide qui constitue le socle d'une coopération gagnant-gagnant.

Il espère que les retombées des divers partenariats signés seront grandement bénéfiques au Congo. Isidore Mvouba s'est enfin réjoui du fait que la Douma d'Etat a exprimé au président de la République son vœu ardent de voir participer l'Assemblée nationale du Congo au deuxième Forum international sur le développement du parlementarisme et à la conférence parlementaire Russie-Afrique, prévu du 1er au 3 juillet à Moscou.

« Ces rencontres qui auront lieu après le séjour de travail inoubliable de Monsieur le président de la République dans ce pays frère constituent une opportunité de choix pour consolider les relations interparlementaires entre l'Assemblée nationale du Congo et la Douma d'Etat dans le cadre de la coopération active et fructueuse qui existe entre les deux pays », a conclu Isidore Mvouba.

Parfait Wilfried Douniama

MÉDECINE POUR TOUS

Cœur et sida

Le syndrome d'immunodéficience acquise (sida), pandémie mondiale aux retentissements multiples, est responsable d'une morbi-mortalité cardiovasculaire élevée dans le monde et particulièrement au Congo. Les efforts fournis dans ce domaine ont certes quelque peu amélioré la situation, mais les données qui suivent demeurent encore d'actualité.

Un organisme atteint par le virus du sida (VIH1, VIH2) est frappé d'un déficit de l'immunité cellulaire et humorale donnant libre cours au développement d'infections microbiennes et de cancers. Les cardiopathies du sida constituent un de ces aspects. Elles portent sur le péricarde (enveloppe du cœur), le myocarde (muscle du cœur dont les contractions propulsent le sang dans les vaisseaux), l'endocarde (membrane tapissant l'intérieur des cavités du cœur et soutenant ses valves) et, enfin, les artères coronaires (vaisseaux nourriciers du cœur).

L'altération de l'état général (amaigrissement, fièvre+++ , asthénie) observée dans presque tous les cas attire en général l'attention. Les signes fonctionnels cardiovasculaires ci-après constituent souvent le motif d'hospitalisation des patients : essoufflements (dyspnée tous stades), douleurs thoraciques antérieures (dites précordiales), toux sèche ou grasse (crachats purulents ou hémorragiques); gros foie douloureux (hépatalgies), palpitations, convulsions, etc.

Selon les tunique cardiaques atteintes, l'examen clinique, la radiographie thoracique, l'électrocardiogramme et l'échocardiographie-Doppler permettent les regroupements ci-après : **a)** Atteintes myocardiques (deux tiers des cas) sous les aspects suivants : **a1)** cardiomyopathie dilatée [CMD]. Fai-

sant suite à une myocardite virale, elle se manifeste par une insuffisance cardiaque globale, responsable des essoufflements, des œdèmes des membres inférieurs, du gros foie, de l'hypo-contractilité du cœur, du bas débit sanguin et de la cardiomégalie radiologique. **a2)** infarctus du myocarde, assez rare, il est vrai, de mécanisme mixte, expliquant certaines tableaux d'algies thoraciques subaiguës; **a3)** infiltrations cancéreuses (maladie de Kaposi [variété diffuse de cancer], lymphomes). **b)** Atteintes de l'endocarde (moitié des cas). Elles relèvent de deux mécanismes étiologiques essentiels: **b1)** délabrements des valves cardiaques (orifices mitral, aortique, tricuspide) par des microbes opportunistes nombreux sur ces terrains (=endocardites infectieuses=EI). Les EI sont responsables des fuites orificielles (souffles cardiaques) et, ipso facto, des insuffisances cardiaques graves. **b2)** Distension des anneaux des valves suite à la dilatation des cavités cardiaques. Elle cause l'incontinence de certains orifices cardiaques et par conséquent des régurgitations soufflantes. **c)** Atteintes péricardiques (un tiers des cas). **c1)** Parfois, il s'agit d'un simple épanchement péricardique inflammatoire, asymptomatique, découvert à la radiographie (gros cœur) et confirmé par l'échographie. **c2)** Souvent, au contraire, il s'agit de péricardites microbiennes documentées par les cultures. Leurs formes purulentes s'expriment souvent sous forme de tamponnade (constriction des cavités cardiaques gênant leur remplissage, d'où effondrement du débit cardiaque et choc dit cardiogénique). **c)** Atteintes vasculaires cérébrales : de nombreux cas d'accidents vasculaires cérébraux (AVC) ischémiques sont observés.

La biologie (Test de l'Elisa, Western-Blot, anatomie

pathologique, niveau effondré du taux des lymphocytes CD4) affirme le diagnostic et fixe le niveau de gravité de l'affection. Parmi les microbes retrouvés, signalons la fréquence du bacille de la tuberculose et des champignons. L'anémie est quasi constante et la vitesse de sédimentation toujours très accélérée. La prise en charge des atteintes cardiaques du sida relève de la pratique cardiologique quotidienne (insuffisance cardiaque, endocardite infectieuse, infarctus du myocarde, tamponnade, etc.). Elle nécessite par conséquent une hospitalisation. Les germes opportunistes impliqués sont vigoureusement combattus par des antibiotiques et des antifongiques appropriés. Les protocoles antirétroviraux (VIH1 et VIH2 notamment) sont désormais bien codifiés et suffisamment efficaces dans la stabilisation de la maladie. Cependant, les antibiotiques virucides ne sont pas encore à notre disposition, encore moins le vaccin antirétroviral. Voilà pourquoi, au-delà des actes de circonstance, la lutte contre le fléau par l'application des mesures préventives définies par l'OMS et par l'ONU SIDA doit se poursuivre de façon soutenue. Sur le plan évolutif et en conclusion, des résultats satisfaisants sont obtenus mais la guérison du sida se fait encore attendre. En général, il y a d'abord une stabilisation clinique. Le taux de décès reste dans les limites acceptables. Malheureusement, par la suite, presque toutes les CMD deviennent irréductibles, avec l'issue qu'on imagine. Par conséquent, les mots d'ordre restent la prévention pour tous selon les normes internationales et, pour les sujets déjà atteints, le respect soutenu du protocole antirétroviral et du suivi cardiologique.

Christophe Bouramoué,
professeur émérite, nbouramoue@yahoo.fr